

Art. 2. Si, par suite de l'approbation du présent arrêté, des ajustements aux budgets des Services à Gestion séparée ou des personnes morales flamandes sont demandés afin d'incorporer les augmentations de l'allocation dans les postes budgétaires affectés par le présent arrêté, ces entités établissent une proposition de budget ajusté.

Art. 3. Le ministre flamand compétent pour la politique budgétaire est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 10 décembre 2021.

Le Ministre-président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier,
M. DIEPENDAELE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/43544]

2 DECEMBRE 2021. — Décret modifiant le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Chapitre Ier. — *Dispositions modifiant le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants*

Article 1^{er}. Dans le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, les Titres Ier à IV et les articles 1^{er} à 55 sont remplacés par le texte suivant:

«TITRE Ier. — *Dispositions générales, définitions, objectifs et pilotage de la formation initiale*

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux établissements d'enseignement supérieur organisés ou subventionnés par la Communauté française visés aux articles 10 à 13 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

Art. 2. Pour l'application du présent décret on entend par:

1° ARES: l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur visée aux articles 20 et suivants du décret du 7 novembre 2013 précité;

2° Besoins spécifiques: besoins spécifiques au sens de l'article 1.3.1-1, 5°, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire;

3° Cadre francophone de certification: cadre créé par l'Accord du 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création et la gestion d'un Cadre francophone des certifications, en abrégé «C.F.C.» auquel il a été porté assentiment par le décret du 15 mai 2015 portant assentiment à l'Accord de coopération, conclu le 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, concernant la création et la gestion d'un Cadre francophone des certifications, en abrégé «C.F.C.»;

4° COCOFIE: la Commission de coordination de la formation initiale des enseignants, de l'enseignement obligatoire, de promotion sociale et secondaire artistique à horaire réduit, telle que définie à l'article 7;

5° Code de l'enseignement: le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire créé par le décret du 3 mai 2019 portant les livres 1^{er} et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun;

6° Compétence: la compétence au sens de l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 20°, du décret du 7 novembre 2013 précité;

7° Codiplômation: le partenariat défini à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 18°, du décret du 7 novembre 2013 précité;

8° Décret ESAHR: le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

9° Décret Missions: le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

10° Décret Paysage: le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

11° Décret Titres et fonctions: le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française;

12° Education aux médias: l'éducation aux médias au sens de l'article 1^{er}, 1°, du décret du 5 juin 2008 portant création du Conseil supérieur de l'Education aux Médias et assurant le développement d'initiatives et de moyens particuliers en la matière en Communauté française;

13° Enseignant praticien: l'enseignant dont la fonction est définie dans l'annexe 2 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignants des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

14° Etablissement référent: l'établissement référent au sens de l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 33°, du décret Paysage;

15° EVRAS: l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle en tant que processus éducatif qui implique notamment une réflexion en vue d'accroître les aptitudes des jeunes à opérer des choix éclairés favorisant l'épanouissement de leur vie relationnelle, affective et sexuelle et le respect de soi et des autres;

16° FLE: Français langue étrangère;

17° Genre: Construction sociale selon laquelle les identités sexuées biologiques à la naissance et les identités sexuelles des individus orientent leur socialisation, les rôles, les attentes comportementales et les relations entre individus qui en découlent. Au sein de la formation, la notion de «genre» inclut:

- l'éducation au genre: partie nécessaire des programmes à tous les niveaux du système éducatif, qui permettrait aux élèves, aux étudiants et aux étudiantes de comprendre comment les constructions des identités et les modèles d'attribution des rôles sociaux - qui façonnent nos sociétés - influencent leur vie, leurs relations, leurs choix, de vie, leurs trajectoires de carrière, etc.;

- la sensibilisation au genre: enseignement visant à montrer comment les valeurs et les normes existantes influencent notre image de la réalité, perpétuent les stéréotypes et soutiennent les mécanismes de (re) production des inégalités et de rapports de domination;

- la dimension de genre: prise en compte de la façon dont la situation, les besoins et les défis auxquels sont confrontés les individus diffèrent, en vue de déconstruire les stéréotypes de genre selon une grille de lecture intersectorielle, d'éliminer les inégalités et d'éviter leur perpétuation, ainsi que de promouvoir l'égalité la diversité dans l'ensemble des politiques, procédures ou programmes particuliers;

18° Habilitation: l'habilitation au sens de l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 42°, du décret Paysage;

19° Horaire décalé: l'horaire au sens de l'article 13, § 1^{er}, 42/2, du décret Paysage;

20° Opérateur de formation: l'établissement (Haute Ecole, Université, Ecole Supérieure des Arts) participant à l'organisation de la formation initiale des enseignants;

21° Section: la distinction opérée parmi les cursus de formation initiale des enseignants en fonction, soit des niveaux d'enseignement auxquels préparent ces cursus, soit selon que le cursus de la formation initiale est direct ou différé;

22° Situation professionnelle: la situation dont la planification et la durée sont variables, pouvant correspondre à des mises en situation, des études de cas, à la conception, la conduite et l'évaluation de séquences d'apprentissage;

23° Spécificité: la spécificité au sens de l'article 2, § 1^{er}, 6°, du décret Titres et fonctions. § 1^{er}.

Art. 3. § 1^{er}. Le présent décret organise la formation initiale des enseignants.

§ 2. La formation initiale des enseignants vise les études de type long organisées par les établissements d'enseignement supérieur à l'attention des étudiants qui se destinent à devenir enseignants dans l'enseignement maternel, primaire et secondaire, ordinaire ou spécialisé, de plein exercice ou en alternance, dans l'enseignement secondaire de promotion sociale et dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

Elle ne concerne pas le certificat d'aptitudes pédagogiques.

§ 3. La formation initiale des enseignants est organisée de manière directe ou différée. Elle comporte 5 sections, qui sont détaillées au Titre II.

La formation directe à l'enseignement associe, au sein d'un même cursus, la formation disciplinaire et la formation pédagogique. Elle comporte les sections 1 à 4.

La formation différée à l'enseignement - section 5 - est une formation pédagogique qui se déroule après un deuxième cycle de formation disciplinaire.

Art. 4. L'emploi des noms masculins pour les différents termes, titres, grades et fonctions est épïcène en vue d'assurer la lisibilité du texte, nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre.

CHAPITRE II. — Des objectifs de la formation initiale des enseignants.

Art. 5. § 1^{er}. Complémentairement à la poursuite des objectifs généraux définis à l'article 3 du décret Paysage, les établissements d'enseignement supérieur poursuivent comme objectifs, dans le cadre de la formation initiale des enseignants, le développement et l'acquisition des compétences suivantes par les étudiants:

1° les compétences de l'acteur institutionnel, social et culturel. Ces compétences se traduisent par les capacités suivantes:

a) agir comme acteur social et culturel au sein de l'école et de la société, y compris dans leur transformation, intégrer la diversité et développer des pratiques citoyennes pour plus de cohésion sociale ;

b) comprendre les enjeux éthiques et respecter les cadres déontologiques et réglementaires de la profession dans une perspective démocratique et de responsabilité ;

c) analyser l'environnement organisationnel et institutionnel du système éducatif et agir en son sein notamment en interagissant avec les collègues, les parents, la direction et d'autres acteurs afin de:

I. s'inscrire dans la démarche de pilotage de l'école et de participer aux démarches d'amélioration du système éducatif de la Communauté française ;

II. faire de l'école un lieu où les élèves apprennent, se développent et se forment dans un climat positif, et non un lieu de sélection;

d) maîtriser sa situation administrative et le suivi de son dossier administratif personnel;

2° les compétences de l'acteur d'une organisation apprenante dans une dynamique collective. Ces compétences se traduisent par les capacités suivantes:

a) s'investir dans le travail collaboratif au sein d'une équipe éducative afin d'en augmenter le professionnalisme et l'expertise par la mobilisation de l'intelligence collective, notamment au cours de concertations ;

b) identifier ses besoins de formation individuelle et participer à l'identification des besoins de formation de l'équipe pédagogique;

c) contribuer à la diffusion, au sein de l'équipe éducative, des acquis liés aux formations continues suivies ou des capacités développées par celles-ci ou par l'expérience;

3° les compétences de l'organisateur et accompagnateur d'apprentissages dans une dynamique évolutive. Ces compétences se traduisent par les capacités suivantes:

a) maîtriser les contenus disciplinaires, leurs fondements épistémologiques, leur évolution scientifique et technologique, leur didactique et la méthodologie de leur enseignement ;

b) maîtriser les savoirs relatifs aux processus d'apprentissage, aux recherches sur les différents modèles et théories de l'enseignement ;

c) maîtriser la langue française écrite et orale de manière approfondie pour enseigner et communiquer de manière adéquate dans les divers contextes et les différentes disciplines liés à la profession ;

d) prendre en compte et développer les dimensions langagières des apprentissages et enseignements, en étant attentif à la langue de scolarisation ou langue d'apprentissage et conscient du caractère socialement et culturellement inégal de la familiarisation à celle-ci;

e) agir comme pédagogue au sein de la classe et au sein de l'établissement scolaire dans une perspective collective, notamment à travers:

i. la conception et la mise en œuvre d'une démarche d'enseignement et d'apprentissage, comprenant des pratiques variées de nature à renforcer la motivation et la promotion de la confiance en soi des élèves et à développer leur créativité et leur esprit d'initiative et de coopération ;

ii. la conception, le choix et l'utilisation de supports didactiques, de manuels, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques ;

iii. la construction et l'utilisation de supports d'observation et d'évaluation, cette dernière étant spécifiquement à visée compréhensive et formative, favorisant la responsabilisation et la participation de l'élève dans ses apprentissages ;

iv. la conception et la mise en œuvre de pratiques de différenciation pédagogique, d'accompagnement personnalisé des élèves tenant compte de leurs acquis antérieurs, de leur profil d'apprenant et, s'il échet, de leurs besoins spécifiques impliquant la mise en œuvre d'aménagements raisonnables et reposant notamment sur le co-enseignement ou la co-intervention pédagogique ;

v. la mise en place d'activités d'apprentissage interdisciplinaires ;

f) maîtriser l'intégration des technologies numériques dans ses pratiques pédagogiques;

g) prendre en compte l'éducation aux médias, l'EVRAS ainsi que le genre de manière transversale;

h) créer un cadre relationnel bienveillant pour faciliter la communication avec les élèves, leur entourage notamment familial, ainsi qu'avec les collègues;

i) gérer le groupe-classe en situation éducative et pédagogique de manière stimulante, structurante et sécurisante;

4° les compétences du praticien réflexif. Ces compétences se traduisent par les capacités suivantes:

a) lire de manière critique les résultats de recherches scientifiques en éducation et en didactique et s'en inspirer pour son action d'enseignement ainsi que s'appuyer sur diverses disciplines des sciences humaines pour analyser et agir en situation professionnelle ;

b) mener, individuellement et avec ses pairs, une observation et une analyse critique et rigoureuse de ses propres pratiques et de leur impact sur les élèves afin de réguler son enseignement et d'en faire évoluer les stratégies et conditions de mise en œuvre dans une perspective d'efficacité et d'équité;

c) construire progressivement son identité professionnelle, notamment en mobilisant des outils de développement professionnel personnel tel que le portfolio.

§ 2. Pour la capacité visée au paragraphe 1^{er}, 3^o, a), les établissements d'enseignement supérieur veillent à tout le moins à ce que, au terme de leur formation initiale, les futurs enseignants aient acquis le niveau de maîtrise des concepts et des compétences disciplinaires, didactiques et pédagogiques leur permettant d'amener leurs futurs élèves à la maîtrise, chacun pour le niveau d'enseignement et les disciplines auxquels il se prépare, des compétences visées par les référentiels d'application dans le ou les niveaux d'enseignement concernés. Ils développent les capacités permettant de s'adapter à une évolution de ces référentiels.

Complémentairement à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement détermine, après avis de la COCOFIE, le niveau de maîtrise minimale des compétences définies au paragraphe 1^{er}, que doit atteindre le futur enseignant au terme de sa formation initiale.

Art. 6. Le développement des compétences visées à l'article 5 se poursuit tout au long de la carrière professionnelle de l'enseignant et de manière renforcée à l'entrée dans le métier conformément à ce qui est prévu dans la réglementation de la formation professionnelle continue.

CHAPITRE III. — *De la Commission de coordination de la FIE de l'enseignement obligatoire, de promotion sociale et secondaire artistique à horaire réduit.*

Art. 7. § 1^{er}. Il est créé une commission d'avis intitulée «Commission de coordination de la formation initiale des enseignants de l'enseignement obligatoire, de promotion sociale et secondaire artistique à horaire réduit », ci-dessous dénommée COCOFIE.

§ 2. Complémentairement à la mission qui lui est confiée à l'article 5, § 2, alinéa 2, la COCOFIE remet un avis au Gouvernement, à la demande de ce dernier ou d'initiative et, à tout le moins, tous les trois ans:

1° quant à l'évolution de la mise en œuvre de la réforme et de ses effets dans l'enseignement fondamental et secondaire, dans l'enseignement de promotion sociale et dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit;

2° quant à la cohérence entre les cursus organisés et les référentiels d'application dans l'enseignement fondamental et secondaire, les acquis d'apprentissage définis à l'article 5bis, 1^o, du décret du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de promotion sociale et le socle de compétences défini à l'article 1^{er}, 6^o, du décret ESAHR;

3° quant à la cohérence entre les thèmes choisis pour la formation continuée des membres du personnel de l'enseignement obligatoire et de promotion sociale et les référentiels communs établis par l'ARES pour les cursus de la formation initiale des enseignants;

4° quant à la cohérence entre les programmes assurés par les établissements d'enseignement supérieur organisant la formation initiale des enseignants et les objectifs visés par l'article 5;

5° quant aux indicateurs de suivi des objectifs de l'article 5;

6° pour la première fois avant le mois de juin 2023, quant à la durée et aux balises opérationnelles et organisationnelles minimales communes relatives au stage de longue durée visé aux articles 23, 24, § 4, 30, § 4, 36, §§ 2 et 3, et 38;

7° quant à l'identification des forces et faiblesses de la mise en œuvre de la réforme et, s'il échet, quant aux éventuelles propositions d'amélioration;

8° quant à une proposition de modification des compétences définies à l'article 5 en fonction de l'évolution des référentiels de compétences d'application dans l'enseignement fondamental et secondaire, de l'évolution des pratiques, des résultats de la recherche scientifique en matière de formation initiale des enseignants;

9° quant à l'implémentation d'une procédure d'analyse de la qualité propre à la formation initiale des enseignants, en concertation avec l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française créée par l'article 2 du décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française;

10° quant à la mise en œuvre du master de spécialisation en formation d'enseignants.

§ 3. La COCOFIE est composée de vingt-quatre membres dont deux co-présidents désignés par le Gouvernement. Parmi ces membres,

1° huit dont un co-président sont désignés sur la proposition de l'ARES,

2° six dont un co-président sont désignés sur la proposition de la Commission de Pilotage de l'enseignement obligatoire instituée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française,

3° un est désigné sur la proposition du Conseil général de l'Enseignement de promotion sociale institué par le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale,

4° un est désigné sur la proposition du Conseil général de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit institué par le décret ESAHR,

5° six sont désignés sur la proposition des organisations syndicales représentatives,

6° deux sont désignés sur la proposition des organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire.

Pour la désignation des membres visés aux litterae 1° et 2°, une répartition entre les différentes Fédérations de pouvoirs organisateurs et Wallonie Bruxelles Enseignement et entre les différents niveaux et formes d'enseignement, fondée sur la proportion d'élèves et étudiants dont ils ont la charge, est assurée.

En l'absence de proposition de l'une des instances visées à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement désigne le(s) membre(s) concerné(s) de la COCOFIE. Le mandat des membres de la COCOFIE est de cinq ans, à l'exception des membres étudiants qui sont désignés pour un an. Les mandats sont tous renouvelables.

§ 4. La COCOFIE établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Gouvernement. La COCOFIE est accueillie à l'ARES qui en assure le secrétariat.

La COCOFIE se réunit au moins deux fois par an à l'invitation des co-présidents ou à la demande de deux de ses membres au moins.

Les co-présidents fixent l'ordre du jour. Ils peuvent inviter un expert selon le sujet abordé, d'initiative ou à la demande d'un des membres du Conseil.

Seuls les membres de la COCOFIE ont voix délibérative. La COCOFIE délibère par la voie du consensus. En cas de désaccord entre ses membres, des notes minoritaires peuvent être transmises avec la position majoritaire au Gouvernement.

Lorsqu'elle traite des points visés au § 2, litterae 1° à 4°, la COCOFIE ne se réunit valablement que si la moitié au moins des membres repris au § 3, litterae 1° et 2°, est présente.

En fonction de l'ordre du jour, les membres de la COCOFIE peuvent se faire accompagner d'un conseiller technique.

La COCOFIE peut mettre en place ou consulter des groupes de travail spécifiques, notamment en fonction des disciplines ou des sections de la FIE considérées.

TITRE II. — *De la formation directe à l'enseignement et de la formation différée à l'enseignement.*

CHAPITRE Ier. — *Des sections et des grades académiques de la formation initiale des enseignants.*

Art. 8. Chaque établissement identifie la structure qui assure les activités relatives au domaine visé à l'article 83, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 10° bis, du décret Paysage.

Art. 9. § 1^{er}. La section 1 vise à former des futurs enseignants destinés à enseigner de l'entrée dans l'enseignement maternel jusqu'à la fin de la deuxième primaire et à prendre en charge:

1° dans l'enseignement maternel, l'ensemble de la formation de leurs élèves, en ce compris la psychomotricité;

2° en première et deuxième années de l'enseignement primaire, l'ensemble de la formation de leurs élèves, à l'exception de l'éducation physique, de la deuxième langue ainsi que des cours de morale ou de religion.

Toutefois, les établissements peuvent inclure, dans le cursus, la possibilité de suivre une formation préparant à l'enseignement du cours de morale ou de religion.

§ 2. Par dérogation à l'article 70, § 1^{er}, du décret Paysage, la section 1 est dispensée en un cursus de type long organisé en deux cycles d'études totalisant 240 crédits se répartissant comme suit: 180 crédits pour le premier cycle et 60 crédits pour le deuxième cycle.

Les études de premier cycle de 180 crédits sont sanctionnées par le grade académique de bachelier en Enseignement section 1.

Les études de deuxième cycle de 60 crédits sont sanctionnées par le grade académique de master en enseignement section 1 correspondant au niveau 7 du cadre francophone des certifications.

Art. 10. § 1^{er}. La section 2 vise à former des futurs enseignants destinés à enseigner de la troisième maternelle à la sixième primaire et à prendre en charge l'ensemble de la formation de leurs élèves, à l'exception de la psychomotricité et de l'éducation physique, de la deuxième langue ainsi que des cours de morale ou de religion.

Toutefois, les établissements peuvent inclure, dans le cursus, la possibilité de suivre une formation préparant à l'enseignement du cours de morale ou de religion.

§ 2. Par dérogation à l'article 70, § 1^{er}, du décret Paysage, la section 2 est dispensée en un cursus de type long organisé en deux cycles d'études totalisant 240 crédits se répartissant comme suit: 180 crédits pour le premier cycle et 60 crédits pour le deuxième cycle.

Les études de premier cycle de 180 crédits sont sanctionnées par le grade académique de bachelier en Enseignement section 2.

Les études de deuxième cycle de 60 crédits sont sanctionnées par le grade académique de master en enseignement section 2 correspondant au niveau 7 du cadre francophone des certifications.

Art. 11. § 1^{er}. La section 3 vise à former des futurs enseignants destinés à enseigner de la cinquième primaire à la troisième année de l'enseignement secondaire et à prendre en charge:

1° en cinquième et sixième années de l'enseignement primaire et en première, deuxième et troisième années de l'enseignement secondaire, une discipline ou famille de disciplines apparentées telle que définie à l'article 12, parmi les familles de disciplines proposées par l'établissement;

2° dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, des disciplines qui découlent des fonctions définies par le décret ESAHR.

§ 2. Par dérogation à l'article 70, § 1^{er}, du décret Paysage, la section 3 est dispensée en un cursus de type long organisé en deux cycles d'études totalisant 240 crédits se répartissant comme suit: 180 crédits pour le premier cycle et 60 crédits pour le deuxième cycle.

Les études de premier cycle de 180 crédits sont sanctionnées par le grade académique de bachelier en Enseignement section 3. Le grade est précisé par la discipline ou la famille de disciplines définie à l'article 12, à laquelle la formation a préparé à enseigner.

Les études de deuxième cycle de 60 crédits sont sanctionnées par le grade académique de master en enseignement section 3 correspondant au niveau 7 du cadre francophone des certifications. Le grade est précisé par la discipline ou la famille de disciplines définie à l'article 12, à laquelle la formation a préparé à enseigner.

Art. 12. Les disciplines ou familles de disciplines apparentées visées à l'article 11 sont constituées de la façon suivante:

- 1° Français et Morale;
- 2° Français et Religion;
- 3° Français et Education à la philosophie et à la citoyenneté;
- 4° Français et Langues anciennes;
- 5° Français et Education culturelle et artistique;
- 6° Français, Français langue étrangère et Français langue d'apprentissage;
- 7° deux langues germaniques parmi Anglais, Allemand, Néerlandais;
- 8° Mathématiques et Formation numérique;
- 9° Sciences;
- 10° Education physique et Education à la santé;
- 11° Sciences humaines;
- 12° Formation artistique: musique et Education culturelle et artistique;
- 13° Formation artistique: arts plastiques et Education culturelle et artistique;
- 14° Formation manuelle, technique et technologique et Formation numérique.

Par dérogation à l'article 11, § 1^{er}:

1° pour les disciplines visées aux litterae 7° et 12° à 14°, les étudiants du master en enseignement section 3 sont formés à prendre en charge des élèves de la 3e primaire à la 3e secondaire;

2° pour les disciplines visées aux litterae 10°, les étudiants du master en enseignement section 3 sont formés à prendre en charge des élèves de l'entrée en maternelle à la 3e secondaire.

Au plus tard 4 ans après l'entrée en vigueur du décret, le Gouvernement évalue, après avis de la COCOFIE, l'opportunité de modifier les disciplines ou familles de disciplines apparentées, en particulier concernant l'éducation à la philosophie et la citoyenneté.

Art. 13. § 1^{er}. La section 4 vise à former des futurs enseignants destinés à enseigner de la quatrième à la sixième année de l'enseignement secondaire, une des disciplines telles que définies à l'article 16.

§ 2. La section 4 est organisée en un cursus de deuxième cycle de 120 crédits. Les conditions d'accès à ce deuxième cycle sont définies par l'article 14.

§ 3. Les études de deuxième cycle sont sanctionnées par le grade de master en enseignement section 4 complété par la discipline à laquelle la formation a préparé à enseigner, correspondant au niveau 7 du cadre francophone des certifications. Une deuxième discipline, apparentée à la première, peut être mentionnée sur le diplôme délivré au terme du cursus conformément à l'article 16, alinéa 3.

Art. 14. § 1^{er}. Complémentaire aux autres conditions d'accès prévues au Titre III, Chapitre IX du décret Paysage, ont accès au deuxième cycle de la formation en vue du grade de master en enseignement section 4, les étudiants qui sont titulaires d'un titre de bachelier qui correspond à la composante disciplinaire du master précité.

§ 2. Les autorités académiques peuvent en outre permettre l'accès aux études menant au grade de master en enseignement section 4 aux étudiants qui remplissent les conditions complémentaires qu'elles fixent conformément à l'article 111, § 1^{er}, 3°, du décret Paysage.

Art. 15. § 1^{er}. La section 5 vise à former des futurs enseignants destinés à enseigner, de la quatrième à la sixième année de l'enseignement secondaire, une des disciplines définies à l'article 16.

§ 2. Par dérogation à l'article 70, § 1^{er}, du décret Paysage, la section 5 est organisée en un cursus de deuxième cycle de 60 crédits.

§ 3. Le grade académique qui sanctionne les études de deuxième cycle visées au § 2, est le master en enseignement section 5, complété par la discipline à laquelle la formation a préparé à enseigner, correspondant au niveau 7 du cadre francophone des certifications. Une deuxième discipline, apparentée à la première, peut être mentionnée sur le diplôme délivré au terme du cursus.

Art. 16. Les disciplines pour les sections 4 et 5 respectivement visées aux articles 13 et 15 sont les suivantes:

- 1° Grec ancien et Latin;

- 2° Langues modernes (deux langues parmi les langues enseignées dans le degré supérieur de l'enseignement secondaire);
- 3° Biologie;
- 4° Chimie;
- 5° Education physique;
- 6° Français;
- 7° Géographie;
- 8° Histoire;
- 9° Mathématiques;
- 10° Philosophie et citoyenneté;
- 11° Religion;
- 12° Morale;
- 13° Physique;
- 14° Sciences économiques;
- 15° Sciences sociales;
- 16° Arts plastiques, visuels et de l'espace;
- 17° Musique;
- 18° Arts de la parole et du théâtre;
- 19° Arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication;
- 20° Langue moderne traduction et interprétation (une langue parmi les langues enseignées dans le degré supérieur de l'enseignement secondaire);
- 21° Sciences psychologiques et de l'éducation;
- 22° Sciences juridiques.

Pour ce qui concerne les litterae 16° à 19°, la discipline peut être complétée par une mention relative à une spécialité ou à un instrument.

Dans le respect des conditions d'accès définies à l'article 15, la discipline Français visée au 6° peut être appariée soit au latin soit à une langue moderne enseignée dans le degré supérieur de l'enseignement secondaire.

Art. 17. Les niveaux d'enseignement cités aux articles 9, 10, 11, 13 et 15 correspondent aux niveaux de l'enseignement ordinaire de plein exercice. Ils varient en fonction de la section et des disciplines concernées pour ce qui relève de l'enseignement spécialisé, conformément au chapitre V du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé et pour ce qui relève de l'enseignement de promotion sociale, conformément aux articles 26 à 32 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

Pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, seules les sections 3, 4 et 5 sont concernées et préparent à enseigner à l'ensemble des élèves sans distinction d'âge et de niveau.

Art. 18. Au terme de leurs études, les titulaires d'un master en enseignement des sections 1, 2, 3, 4 ou 5 prononcent publiquement, au cours d'une cérémonie organisée par les établissements d'enseignement supérieur, le Serment de Socrate par lequel ils s'engagent à mettre toutes leurs forces et toute leur compétence au service de l'éducation de chacun des élèves qui leur sera confié.

La mention de cet engagement est apposée sur leur diplôme.

CHAPITRE II. — Des axes et de l'organisation de la formation directe à l'enseignement

Section 1re. — Des spécificités de la formation directe à l'enseignement section 1, 2 ou 3.

Art. 19. Les unités d'enseignement permettant aux étudiants d'atteindre les compétences visées à l'article 5 s'inscrivent, pour chacune des sections 1 à 3, dans les sept axes de formation suivants:

- 1° une formation disciplinaire incluant des aspects de la didactique de la discipline ou appliquée à la discipline;
- 2° une formation à et par la communication;
- 3° une formation à et par la pratique;
- 4° une formation didactique et pédagogique;
- 5° une formation en sciences humaines et sociales;
- 6° une formation à et par la recherche en éducation et en didactique;
- 7° une formation visant la maîtrise orale et écrite de la langue française.

Le travail de fin d'études s'articule autour d'au moins deux des axes de formation définis à l'alinéa 1^{er}, dont l'axe 6°.

Les axes de formation sont articulés entre eux. L'éducation aux médias et l'EVRAS sont intégrées de manière transversale dans tous les axes de formation; elles sont particulièrement prises en compte dans les axes 3° à 5°. Dans chacun des axes, une attention constante est portée au genre.

Art. 20. § 1^{er}. La formation directe à l'enseignement pour les sections 1, 2 et 3 comprend au moins:

- 1° 100 crédits consacrés à la formation disciplinaire;
- 2° 10 crédits à la formation à et par la communication;
- 3° 55 crédits à la formation à et par la pratique, dont 20 crédits au moins sont organisés durant le 2e cycle de la formation;
- 4° 20 crédits à la formation didactique et pédagogique;
- 5° 20 crédits à la formation en sciences humaines et sociales;

6° 15 crédits à la formation à et par la recherche en éducation et en didactique;

7° 5 crédits consacrés à la maîtrise de la langue française, organisés parmi les 60 premiers crédits du 1^{er} cycle.

Les 15 crédits restants sont laissés à l'appréciation des établissements d'enseignement supérieur organisant la formation, dans le respect des objectifs visés à l'article 5.

§ 2. En ce qui concerne la section 3, les 100 crédits consacrés à minima à la formation disciplinaire se répartissent comme suit en fonction des familles de disciplines définies à l'article 12:

1° Français: 70 crédits; Morale: 30 crédits;

2° Français: 70 crédits; Religion: 30 crédits;

3° Français: 70 crédits; Education à la philosophie et citoyenneté: 30 crédits;

4° Français: 70 crédits; Langues anciennes: 30 crédits;

5° Français: 70 crédits; Education culturelle et artistique: 30 crédits;

6° Français 70 crédits; Français langue étrangère et Français langue d'apprentissage: 30 crédits;

7° deux langues germaniques (Anglais, Allemand, Néerlandais): 50 crédits pour chacune des deux langues;

8° Mathématiques: 70 crédits; Formation numérique: 30 crédits;

9° Sciences: 100 crédits;

10° Education physique: 70 crédits; Education à la santé: 30 crédits;

11° Sciences humaines: 100 crédits;

12° Formation artistique, Musique: 80 crédits; Education culturelle et artistique: 20 crédits;

13° Formation artistique, arts plastiques: 80 crédits; Education culturelle et artistique: 20 crédits;

14° Formation manuelle, technique et technologique: 70 crédits; Formation numérique: 30 crédits.

§ 3. Par dérogation aux paragraphes 1 et 2, pour ce qui concerne les familles de disciplines définies à l'article 12, litterae 12° à 13°, et préparant plus particulièrement à l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, la formation comprend 160 crédits consacrés à la formation disciplinaire, 5 crédits consacrés à la formation portant sur la maîtrise de la langue française et 60 crédits à répartir sur les cinq autres axes.

Les 15 crédits restants sont laissés à l'appréciation des pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur organisant la formation, dans le respect des objectifs visés à l'article 5.

Art. 21. § 1^{er}. Complémentairement à l'article 125, § 2, du décret Paysage, la formation au niveau du 1^{er} cycle pour les sections 1, 2 et 3 comprend, parmi les minima définis à l'article 20, § 1^{er}:

1° au moins 73 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation disciplinaire;

2° au moins 5 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation à et par la communication;

3° au moins 10 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation à et par la pratique;

4° au moins 10 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation didactique et pédagogique;

5° au moins 5 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation en sciences humaines et sociales;

6° 5 crédits d'enseignements communs consacrés à la maîtrise de la langue française.

§ 2. Conformément à l'article 20, § 1^{er}, les activités d'apprentissage liées à la maîtrise de la langue française font partie des 60 premiers crédits du premier cycle de la formation.

L'évaluation correspondant aux enseignements visés au paragraphe 1^{er}, 6°, est organisée, selon les modalités définies à l'article 34, § 1^{er}, sous la forme d'une épreuve certificative écrite portant sur la maîtrise approfondie de la langue française en qualité d'émetteur et de récepteur en contexte professionnel.

Art. 22. § 1^{er}. Le cursus de la formation initiale directe conduisant au grade de master en Enseignement sections 1, 2 et 3 est organisé dans le cadre de la codiplômation, laquelle réunit deux types d'opérateurs de formation: une Haute Ecole, établissement référent, et une ou plusieurs Universités.

§ 2. Chaque cursus conduisant au grade de master en enseignement section 1, 2 ou 3 comprend 240 crédits dont 180 crédits relèvent de la formation dispensée par une Haute Ecole et 60 relèvent de la formation dispensée par une Université.

Les 180 crédits visés à l'alinéa précédent se répartissent en 150 crédits au cours du premier cycle de la formation et 30 crédits au cours du deuxième cycle.

Dans l'élaboration des programmes de formation directe conduisant au grade de master en enseignement sections 1, 2 et 3, des enseignements correspondant à 30 crédits du premier cycle de la formation sont communs aux étudiants des trois sections et comprennent des acquis d'apprentissage contribuant au développement d'une identité professionnelle commune aux futurs enseignants des trois sections.

§ 3. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} et 2, pour ce qui concerne les formations portant sur les disciplines visées à l'article 12, 12° et 13°, la codiplômation réunit au moins deux types d'opérateur:

1° soit une Haute Ecole, établissement référent, et une ou plusieurs Universités ou une ou plusieurs Ecoles supérieures des Arts;

2° soit une Ecole supérieure des Arts, établissement référent, et une ou plusieurs Hautes Ecoles ou une ou plusieurs Universités.

Art. 23. Le programme annuel du deuxième cycle de la formation menant au grade de master en enseignement section 1, 2 ou 3 est organisé selon des modalités, permettant à l'étudiant:

1^{er}. de réaliser un stage de longue durée, équivalant aux 20 crédits de formation à et par la pratique visés à l'article 20, § 1^{er}, de préférence au sein d'un même établissement et ainsi entrer progressivement et autant que possible dans l'exercice des quatre domaines de compétences du métier d'enseignant définis à l'article 5;

2°. de bénéficier d'unités d'enseignement permettant une analyse réflexive et une supervision de ses pratiques;

3°. de réaliser un travail de fin d'études en articulation avec un processus de recherche-action ou de recherche collaborative.

Le Gouvernement détermine, après avis de la COCOFIE, la durée et les balises opérationnelles du stage visé à l'alinéa 1^{er}, 1°. Cette durée et ces balises seront fixées en tenant compte notamment des critères à rencontrer pour garantir que la formation rencontre les conditions de reconnaissance du cycle de formation au niveau 7 du cadre francophone des certifications et assurer la soutenabilité de l'accueil des stages par les établissements de l'enseignement obligatoire dans le cadre législatif qui s'applique à eux.

Section 2. — Des spécificités de la formation directe à l'enseignement section 4.

Art. 24. § 1^{er}. La section 4 comprend 120 crédits. Elle vise à faire acquérir les compétences relevant des composantes didactique, pédagogique, communicationnelle et sociale des futurs enseignants et à poursuivre le développement des compétences relevant de la composante disciplinaire entamée durant le premier cycle de leur formation.

§ 2. Les unités d'enseignement nécessaires pour atteindre ces objectifs sont articulées autour des axes visés à l'article 19, alinéa 1^{er}, 1° à 6°.

Ces axes de formation sont articulés entre eux. L'éducation aux médias et l'EVRAS sont intégrées de manière transversale dans tous les axes de formation; elles sont particulièrement prises en compte dans les axes 3° à 5°. Dans chacun des axes, une attention constante est portée à genre.

La maîtrise orale et écrite de la langue française est vérifiée dans les travaux écrits et oraux produits par l'étudiant. Elle intervient dans leur évaluation tout au long de la formation.

§ 3. Les 120 crédits visés au § 1^{er}, comprennent au moins:

- 1^{er}. 20 crédits pour la formation disciplinaire;
- 2°. 30 crédits pour la formation à et par la pratique;
- 3°. 20 crédits pour la formation didactique et pédagogiques;
- 4°. 15 crédits pour la formation en sciences humaines et sociales, en ce compris la formation à la communication;
- 5°. 15 crédits au moins à la formation à et par la recherche en éducation et en didactique.

Le travail de fin d'études s'articule autour d'au moins deux des axes de formation définis à l'alinéa précédent, dont l'axe de la formation à et par la recherche en éducation et en didactique.

Les 20 crédits restants sont laissés à l'appréciation des pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur organisant la formation, dans le respect des objectifs visés à l'article 5.

Pour ce qui concerne les disciplines artistiques, par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la formation comprend 50 crédits consacrés à la formation disciplinaire et 70 crédits à répartir sur les 4 axes visés par les litterae 2° à 5°, dont 25 crédits au moins sont consacrés à la formation à et par la pratique.

§ 4. Le programme annuel du cycle 2 de la formation menant au grade de master en enseignement section 4 est organisé selon un horaire permettant à l'étudiant:

1^{er}. qui a acquis au moins 10 crédits d'enseignement de la formation à et par la pratique, de réaliser un stage de longue durée, équivalent à 15 des crédits de la formation à et par la pratique visés au § 3, de préférence au sein d'un même établissement et ainsi entrer progressivement dans l'exercice des quatre domaines de compétences du métier d'enseignant définis à l'article 5;

2°. de bénéficier d'unités d'enseignement permettant une analyse réflexive et une supervision de ses pratiques;

3°. de réaliser un travail de fin d'études en articulation avec un processus de recherche-action ou de recherche collaborative.

Le Gouvernement détermine, après avis de la COCOFIE, la durée et les balises opérationnelles du stage visé à l'alinéa 1^{er}, 1°. Cette durée et ces balises seront fixées en tenant compte notamment des critères à rencontrer pour garantir que la formation rencontre les conditions de reconnaissance du cycle de formation au niveau 7 du cadre francophone des certifications et assurer la soutenabilité de l'accueil des stages par les établissements de l'enseignement obligatoire dans le cadre législatif qui s'applique à eux.

Art. 25. Le deuxième cycle de la formation initiale directe conduisant au grade de master en enseignement section 4 est organisé dans le cadre de la codiplômation. Cette codiplômation réunit au moins deux types d'opérateurs de formation:

1° une Université, établissement référent, et une ou plusieurs Hautes Ecoles;

2° ou une Ecole supérieure des Arts, établissement référent, et une ou plusieurs Universités;

3° ou une Ecole supérieure des Arts, établissement référent, et une ou plusieurs Hautes Ecoles;

4° ou une Ecole supérieure des Arts, établissement référent, et une ou plusieurs Universités et une ou plusieurs Hautes Ecoles.

Dans le cas visé au littera 1°, l'établissement référent dispense des enseignements correspondant à 80 des 120 crédits définis à l'article 24, § 3.

Dans les cas visés aux litterae 2 à 4°, l'établissement référent dispense des enseignements correspondant à 90 des 120 crédits définis à l'article 24, § 3.

Section 3. — Des habilitations permettant d'organiser la formation directe à l'enseignement

Art. 26. Les établissements d'enseignement supérieur prennent les dispositions nécessaires, dans le cadre de la codiplômation, pour que les étudiants ne soient pas confrontés à des problèmes de mobilité importants entre les institutions partenaires. Les conventions de codiplômation mentionnent expressément les mesures mises en place pour éviter les problèmes de mobilité ou pour faciliter celle-ci.

Art. 27. Les établissements d'enseignement supérieur qui bénéficient à la date d'entrée en vigueur du présent décret d'une habilitation à délivrer un grade académique permettant de dispenser des cours relatifs à la composante disciplinaire de la spécificité de la fonction à laquelle prépare la formation sont habilités à organiser une formation conduisant au grade académique de master en enseignement Section 4 pour les disciplines correspondant à la composante disciplinaire pour laquelle ils disposaient d'une habilitation à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 28. Seuls peuvent codiplômer, en tant qu'établissement non référent, en section 1, 2 ou 3, les établissements qui possèdent l'habilitation pour organiser un master en sciences de l'éducation ou qui bénéficient à la date d'entrée en vigueur du présent décret d'une habilitation à délivrer un grade académique de master portant sur une des composantes des familles de disciplines visées à l'article 12.

CHAPITRE III. — *Des axes et de l'organisation de la formation différée à l'enseignement.*

Art. 29. Complémentaire aux autres conditions d'accès prévues par le décret Paysage, ont accès aux études en vue du grade de master en enseignement section 5, les étudiants qui sont titulaires d'un master qui correspond à la composante disciplinaire d'au moins une spécificité de la fonction de professeur au degré supérieur de l'enseignement secondaire ou qui correspond à un titre pour enseigner dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit tel que mentionné dans le décret ESAHR.

Les autorités académiques peuvent en outre permettre l'accès aux études menant au grade académique de master en enseignement section 5 aux étudiants qui remplissent les conditions complémentaires qu'elles fixent. Eu égard aux compétences relatives à la composante disciplinaire acquises par le candidat, ces conditions complémentaires visent à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières pré-requises pour les études visées. Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter pour l'étudiant plus de 30 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son inscription.

Art. 30. § 1^{er}. Pour atteindre les objectifs définis à l'article 5, la formation différée à l'enseignement comprend 60 crédits et vise à faire acquérir les compétences relevant des composantes didactique, pédagogique, communicationnelle et sociale à de futurs enseignants qui ont acquis les compétences relevant de la composante disciplinaire de leur formation, cette composante disciplinaire ayant été sanctionnée par un grade de master.

§ 2. Les unités d'enseignement nécessaires pour atteindre ces objectifs sont articulés autour des axes visés à l'article 19, alinéa 1^{er}, 2^o à 5^o.

Ces axes de formation sont articulés entre eux. L'éducation aux médias et l'EVRAS sont intégrées de manière transversale dans tous les axes de formation; elles sont particulièrement prises en compte dans les axes 3^o à 5^o. Dans chacun des axes, une attention constante est portée au genre.

La maîtrise orale et écrite de la langue française est vérifiée dans les travaux écrits et oraux produits par l'étudiant. Elle intervient dans leur évaluation tout au long de la formation.

§ 3. Les 60 crédits définis au § 1^{er}, se répartissent comme suit:

- 1^o 25 crédits pour la formation à et par la pratique en ce compris la réalisation d'un travail intégré;
- 2^o 20 crédits pour la formation didactique et pédagogiques;
- 3^o 15 crédits pour la formation en sciences humaines et sociales;

On entend par travail intégré un travail qui a un caractère global et qui a pour objectif de vérifier si l'étudiant maîtrise, sous la forme de synthèse, les capacités couvertes par les différents axes de formation.

§ 4. Les établissements visés à l'article 31, § 1^{er}, organisent une partie des activités menant au grade académique de master en enseignement section 5 selon un horaire permettant à l'étudiant:

1^o qui a suivi au moins 5 crédits d'enseignement de la formation à et par la pratique, de réaliser un stage de longue durée, équivalant à 20 des crédits de la formation à et par la pratique visées au § 3, de préférence au sein d'un même établissement et ainsi entrer progressivement dans l'exercice des quatre domaines de compétences du métier d'enseignant définis à l'article 5;

2^o de bénéficier d'unités d'enseignement permettant une analyse réflexive et une supervision de ses pratiques;

3^o de réaliser leur travail intégré en articulation l'ensemble des axes de la formation.

Le Gouvernement détermine, après avis de la COCOFIE, la durée et les balises opérationnelles du stage visé, à l'alinéa 1^{er}, 1^o. Cette durée et ces balises seront fixées en tenant compte notamment des critères à rencontrer pour garantir que la formation rencontre les conditions de reconnaissance du cycle de formation au niveau 7 du cadre francophone des certifications et assurer la soutenabilité de l'accueil des stages par les établissements de l'enseignement obligatoire dans le cadre législatif qui s'applique à eux.

Art. 31. § 1^{er}. Les études menant au grade académique de master en enseignement section 5 sont organisées dans le cadre de la codiplômation. La codiplômation réunit au moins deux types d'opérateurs de formation:

1^o lorsqu'une Université est l'établissement référent, elle codiplôme avec:

- Une ou plusieurs Hautes Ecoles;
- ou une ou plusieurs Ecoles supérieure des Arts;
- ou une ou plusieurs Hautes Ecoles et une ou plusieurs Ecoles supérieures des Arts;

2^o lorsqu'une Ecole supérieure des Arts est l'établissement référent, elle codiplôme avec:

- une ou plusieurs Hautes Ecoles;
- ou une ou plusieurs Universités;
- ou une ou plusieurs Hautes Ecoles et une ou plusieurs Universités.

§ 2. Le cursus conduisant au grade de master en enseignement section 5 comprend 30 crédits dispensés par l'établissement référent et 30 crédits organisés par le ou les établissements partenaires.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les formations visées à l'article 16, alinéa 1^{er}, 16^o à 19^o, organisées dans l'enseignement supérieur artistique, dans le cadre d'une codiplômation, le cursus conduisant au grade de master en enseignement section 5 comprend au moins 30 crédits dispensés par l'Ecole supérieure des Arts, établissement référent et au moins 20 crédits organisés par le ou les établissements non référents.

§ 3. Les établissements visés au § 1^{er}, peuvent organiser une partie des activités menant au grade académique de master en enseignement section 5 en horaire décalé.

§ 4. Les établissements d'enseignement supérieur qui bénéficient à la date d'entrée en vigueur du présent décret d'une habilitation à délivrer un grade académique permettant de dispenser des cours relatifs à la composante disciplinaire de la spécificité de la fonction à laquelle prépare la formation sont habilités à organiser une formation conduisant au grade académique de master en enseignement section 5 pour les disciplines correspondant à la composante disciplinaire pour laquelle ils disposaient d'une habilitation à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 32. Les établissements visés à l'article 31, § 1^{er}, prennent les dispositions nécessaires, dans le cadre de la codiplômation, pour que les étudiants ne soient pas confrontés à des problèmes de mobilité importants entre les institutions partenaires. Les conventions de codiplômation mentionnent expressément les mesures mises en place pour éviter les problèmes de mobilité ou pour faciliter celle-ci.

CHAPITRE IV. — *De la maîtrise de la langue française*

Art. 33. Dans les profils d'enseignement visés à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 57°, du décret Paysage, complémentairement à l'article 125, § 1^{er}, du même décret, est notamment prise en compte la maîtrise approfondie de la langue française en contexte professionnel. Cette maîtrise inclut a minima celle visée à travers le test défini à l'article 34.

Art. 34. § 1^{er}. Une épreuve liminaire écrite portant sur la maîtrise approfondie de la langue française en qualité d'émetteur et de récepteur en contexte professionnel est organisée chaque année académique au début du premier quadrimestre. Elle porte sur les compétences suivantes:

- 1° analyser et résumer un texte écrit informatif ou argumentatif au niveau des contenus explicites et implicites;
- 2° produire un texte écrit argumentatif en mettant en œuvre adéquatement un processus d'écriture, en ce compris les règles syntaxiques et orthographiques.

Cette épreuve liminaire, identique et simultanée dans tous les établissements habilités à organiser la formation initiale des enseignants, est organisée collégialement par les établissements dans le respect des missions fixées à l'article 21, 5°, du décret Paysage. Les établissements sont tenus de participer à l'organisation et à la correction de l'épreuve, aux conditions fixées par le Gouvernement sur avis de l'ARES.

Le Gouvernement arrête:

- 1° les dates auxquelles l'épreuve liminaire est organisée;
- 2° le programme détaillé de l'épreuve;
- 3° les modalités d'évaluation de l'épreuve;
- 4° le partage des responsabilités entre l'ARES, les établissements d'enseignement supérieur et le jury dans le cadre de l'organisation de l'épreuve;
- 5° le mode de désignation du jury encadrant de l'épreuve;
- 6° le seuil de réussite de l'épreuve.

L'épreuve liminaire est accessible gratuitement à tout étudiant satisfaisant pleinement aux conditions générales visées à l'article 107 du décret Paysage pour les étudiants concernés par la formation en enseignement section 1, 2, 3, 4 ou 5.

§ 2. Pour l'étudiant concerné par la formation en enseignement section 1, 2 ou 3, l'épreuve liminaire est présentée à l'entame de leur 1^{er} cycle et est facultative.

L'étudiant visé à l'alinéa précédent qui a atteint le seuil de réussite de l'épreuve liminaire définie au paragraphe 1^{er}, est réputé avoir acquis les 5 crédits d'enseignement de maîtrise de la langue française visés à l'article 20.

§ 3. Complémentairement à l'article 111, § 1^{er}, du décret Paysage, pour l'étudiant concerné par la formation en enseignement section 4 ou 5, l'épreuve liminaire est présentée à l'entame de leur 2^e cycle et est obligatoire.

L'étudiant visé à l'alinéa précédent qui n'a pas atteint le seuil de réussite de l'épreuve liminaire définie au paragraphe 1^{er}, est tenu d'ajouter 5 crédits d'enseignement supplémentaires portant sur la maîtrise de la langue française.

Dans ce cas visé à l'alinéa 2, par dérogation à l'article 24, § 1^{er}, la section 4 comprend 125 crédits et par dérogation à l'article 30, § 1^{er}, la formation différée à l'enseignement comprend 65 crédits.

§ 4. Chaque participant reçoit personnellement le détail des résultats de son épreuve. Les résultats de l'épreuve liminaire ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une diffusion ou d'une communication publique qui permettrait d'inférer l'identité ou la qualité des candidats.

CHAPITRE V. — *De l'organisation et de l'encadrement spécifique des situations professionnelles de formation.*

Art. 35. § 1^{er}. L'articulation entre les différents axes définis à l'article 19 pour les sections 1 à 3, à l'article 24 pour la section 4 et à l'article 30 pour la section 5 s'opère prioritairement autour de la formation à et par la pratique grâce à la mise en place de situations professionnelles telles que précisées au paragraphe 2. Les apprentissages se construisent progressivement à travers une interaction entre les situations de formation théorique concernant l'ensemble de ces axes et les situations professionnelles.

Ces situations professionnelles sont travaillées dans le cadre d'ateliers de formation professionnelle, de séminaires d'analyse des pratiques portant sur les différents axes, de stages pratiques en situation réelle tels que définis à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 63°, du décret Paysage.

Les situations professionnelles se déroulent dans des établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, ordinaire et spécialisé, de plein exercice et en alternance, secondaire de promotion sociale ou secondaire artistique à horaire réduit.

§ 2. Les situations professionnelles permettent de développer les objectifs suivants:

- 1° la mise à l'épreuve du projet professionnel;
- 2° l'élaboration progressive de l'identité professionnelle;
- 3° la construction d'une attitude de praticien réflexif;
- 4° l'approfondissement disciplinaire, en ce compris la didactique de la discipline, ainsi que la différenciation pédagogique, la remédiation, l'accompagnement personnalisé et le co-enseignement;
- 5° le développement de compétences liées au rôle social de l'enseignant;

6° l'apprentissage progressif du travail autonome et du travail en équipe.

Art. 36. § 1^{er}. Dans l'organisation des stages et des différentes situations professionnelles, les établissements d'enseignement supérieur confrontent chaque étudiant à une diversité de situations notamment en tenant compte:

1° des niveaux de la scolarité auxquels il se prépare à enseigner;

2° du public scolaire: l'origine socio-économique des élèves, le fait qu'il s'agisse d'élèves fréquentant l'enseignement ordinaire ou l'enseignement spécialisé, l'enseignement de plein exercice, l'enseignement en alternance ou l'enseignement de promotion sociale, l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit;

3° des tâches auxquelles il participe ou qui lui sont confiées;

4° des différentes facettes de la profession en ce compris les relations avec différents partenaires;

5° de la durée du stage.

§ 2. Les stages peuvent revêtir les formes suivantes:

1° stages de longue durée qui se déroulent de préférence dans un même établissement, durant quatre mois minimum;

2° stages filés qui se déroulent sous la forme de prestations courtes répétées dans le temps;

3° stages assurés seul ou en équipe.

La progression des stages et des situations professionnelles est pensée en termes d'objectifs et de paliers de compétences à construire. La durée des stages évolue de stages courts en début de formation à des stages de plus en plus longs. Durant le stage de longue durée visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, l'étudiant stagiaire est amené à se confronter à l'ensemble des quatre domaines de compétences et capacités visés à l'article 5, notamment à ceux qui impliquent d'apprendre à participer, au sein d'une équipe éducative, à la dynamique collective d'une organisation apprenante

§ 3. Pour les étudiants inscrits dans un deuxième cycle du cursus conduisant au grade de master en enseignement section 5 et qui sont en fonction dans l'enseignement secondaire supérieur, les prestations effectuées dans le cadre de cette fonction peuvent être assimilées à des stages.

§ 4. Les établissements d'enseignement supérieur assurent l'accompagnement des étudiants avant, pendant et après les stages, notamment en intégrant les stages à des travaux pratiques, à des séminaires d'analyse des pratiques ou des ateliers de formation professionnelle, et en s'appuyant sur un dispositif d'évaluation formative.

Art. 37. Chaque stage fait l'objet d'une convention passée entre le maître de stage, l'enseignant référent et l'étudiant. La convention reprend a minima:

1° l'identité des parties à la convention;

2° l'intitulé de l'unité d'enseignement relative au stage dans le programme annuel de l'étudiant stagiaire;

3° les objectifs d'apprentissage à acquérir durant le stage;

4° les dates de début et de fin de stage;

5° la durée de présence hebdomadaire de l'étudiant sur le lieu de stage et les horaires particuliers devant être effectués.

Le Gouvernement arrête, après avis de la COCOFIE, les modalités minimales d'encadrement en vue de garantir le bon déroulement du stage tant du point de vue de l'étudiant stagiaire que de l'équipe éducative et pédagogique du lieu de stage ainsi que des élèves auxquels s'adresse cet étudiant stagiaire dans le cadre de son stage.

Art. 38. Des accords de collaboration sont conclus entre les établissements d'enseignement supérieur et des établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental ou secondaire, ordinaire ou spécialisé, de plein exercice, de promotion sociale ou artistique à horaire réduit pour organiser les stages des étudiants.

Dans le cadre de ces accords de collaboration, les établissements concernés définissent, dans le cadre du stage, singulièrement durant le stage de longue durée visé à l'article 36, § 2, 1°, un temps d'expérimentation mis à la disposition de l'étudiant pour développer des pratiques innovantes telles que la différenciation, l'accompagnement personnalisé, le co-enseignement et des pratiques de plus en plus autonomes.

Ces accords précisent a minima la durée de la collaboration, les procédures de concertation entre les différents partenaires et leurs modes d'intervention respectifs, les objectifs particuliers des stages, les assurances en responsabilité civile. Ils peuvent également reprendre des engagements d'activités communes notamment en matière de recherche et de formation.

Les accords de collaboration sont tenus à la disposition des Commissaires et des Délégués du Gouvernement.

Art. 39. § 1^{er}. Dans les Hautes Ecoles, les ateliers de formation professionnelle visés à l'article 35, § 1^{er}, sont pris en charge:

a) pour un tiers temps, par des membres du personnel encadrant les situations de formation théorique correspondant à l'axe défini à l'article 19, alinéa 1^{er}, 1°;

b) pour un tiers temps, par des membres du personnel encadrant les situations de formation théorique correspondant à l'axe définis à l'article 19, alinéa 1^{er}, 4°;

c) pour un tiers temps, par des enseignants praticiens.

Les différents intervenants dans l'encadrement de ces ateliers veillent à coordonner leurs actions et y interviennent seuls ou par équipe de deux ou trois.

§ 2. Dans les Universités et dans l'Enseignement supérieur artistique, des enseignants de l'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale interviennent aux côtés des membres du personnel encadrant les situations de formation théorique dans l'encadrement des séminaires d'analyse des pratiques visés à l'article 36, § 1^{er}, dans le cadre des accords de collaboration définis à l'article 38.

§ 3. Les stages pratiques en situation réelle sont encadrés par des membres du personnel en charge des situations de formation théorique correspondant aux axes définis à l'article 19, alinéa 1^{er}, 1° et 4°, par des enseignants praticiens pour les institutions au sein desquelles cette fonction a été définie et par le maître de stage, ce dernier ne fait toutefois pas partie du jury tel que défini aux articles 131 et suivants du décret Paysage.

Art. 40. Les enseignants praticiens visés à l'article 39, § 1^{er}, c), exercent au moins un cinquième temps dans l'enseignement obligatoire ou de promotion sociale ou secondaire artistique à horaire réduit à un niveau concerné par la formation à laquelle ils contribuent

Art. 41. § 1^{er}. Les maîtres de stage sont désignés préférentiellement dans le cadre des accords de collaboration définis à l'article 38.

§ 2. Une formation préparant à la fonction de maître de stage est organisée dans le cadre de la disposition visée à l'article 74 du décret Paysage par les établissements d'enseignement supérieur. Elle prépare les futurs maîtres de stage à interagir avec un étudiant et à observer, analyser et évaluer des éléments de pratique professionnelle enseignante en vue de conseiller et d'aider à réajuster ces pratiques.

La formation visée à l'alinéa précédent est dispensée en un cursus de 10 crédits valorisables pour les masters de spécialisation en enseignement visés à l'article 43 et pour le master de spécialisation en formation d'enseignants visé à l'article 51. Elle est sanctionnée par un certificat en encadrement de stages pour enseignants en formation.

Cette formation est accessible:

1° aux titulaires d'un grade académique délivré dans le cadre du présent décret;

2° aux détenteurs d'un diplôme de bachelier instituteur préscolaire, bachelier instituteur primaire et bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur délivré conformément au décret du 12 décembre 2000 définissant la formation des instituteurs et des régents et aux détenteurs d'un titre équivalent délivré conformément aux législations antérieures;

3° aux détenteurs d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur délivré conformément au décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur et aux détenteurs d'un titre équivalent délivré conformément aux législations antérieures.

§ 3. Les établissements d'enseignement supérieur et les établissements d'enseignement obligatoire partenaires, chacun pour ce qui le concerne, désignent de préférence comme maître de stage des enseignants titulaires d'un master de spécialisation en Enseignement ou pouvant justifier d'une expérience d'au moins 6 ans au niveau concerné, a minima, titulaires du titre requis pour la fonction qu'ils exercent et titulaires du certificat en encadrement de stages de futurs enseignants.

Art. 42. Une rémunération est octroyée aux maîtres de stage pour leur participation à la formation initiale des enseignants. Les montants et modalités de rémunération sont fixés par le Gouvernement. Le Gouvernement peut octroyer une rémunération plus importante aux maîtres de stage titulaire du certificat en encadrement de stages pour enseignants en formation et acceptant une concertation définie dans l'accord de collaboration défini à l'article 38 avec les établissements d'enseignement supérieur organisant la formation initiale.

TITRE III. — *Des masters de spécialisation en enseignement*

CHAPITRE 1^{er}. — *Des objectifs et de l'organisation des masters de spécialisation en enseignement*

Art. 43. § 1^{er}. Deux masters de spécialisation, tels que définis à l'article 15, § 1^{er}, 47°, du décret Paysage en enseignement sont organisés, l'un pour ce qui concerne les sections 1 et 2, le second pour ce qui concerne les sections 3, 4 et 5.

§ 2. La formation dispensée dans ce cadre totalise 60 crédits. Elle permet de poursuivre et approfondir le développement des compétences définies à l'article 5 entamé lors de la formation initiale de l'enseignant et plus particulièrement:

1° permettre aux étudiants de mieux assurer la continuité des apprentissages notamment en renforçant leur vision systémique de ces apprentissages;

2° renforcer le développement des capacités du praticien réflexif et singulièrement les suivantes:

a) lire de manière critique les résultats de recherches scientifiques en éducation et en didactique et s'en inspirer pour son action d'enseignement ainsi que s'appuyer sur diverses disciplines des sciences humaines pour analyser et agir en situation professionnelle ;

b) mener, individuellement et collectivement, une observation et une analyse critique et rigoureuse de ses propres pratiques et de leur impact sur les élèves afin de réguler son enseignement et d'en faire évoluer les stratégies et conditions de mise en œuvre dans une perspective d'efficacité et d'équité.

3° développer les capacités transversales liées à l'exercice des missions collectives visées à l'article 7, 2°, du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs.

§ 3. La formation dispensée dans le cadre de ces masters de spécialisation en enseignement comprend 15 crédits consacrés à la formation à et par la pratique, 35 crédits consacrés à la formation didactique et pédagogique et 10 crédits consacrés à la formation à et par la recherche en éducation et en didactique.

§ 4. Les grades académiques délivrés au terme de cette formation sont:

1° master de spécialisation en Enseignement sections 1 et 2;

2° master de spécialisation en Enseignement sections 3, 4 et 5.

§ 5. Complémentaire à l'objectif de formation visé au paragraphe 2, 1°, la formation menant au grade académique défini au paragraphe 4, 2°, prépare les enseignants titulaires d'un master en enseignement section 4 ou d'un master en enseignement section 5 à enseigner une des disciplines définies à l'article 16, de la troisième à la sixième année de l'enseignement secondaire.

Art. 44. § 1^{er}. Les masters de spécialisation en enseignement sont organisés dans le cadre de la codiplômation. Cette codiplômation réunit une Université, établissement référent, et une ou plusieurs Hautes Ecoles ou une ou plusieurs Ecoles supérieures des Arts ou avec une ou plusieurs Hautes Ecoles et une ou plusieurs Ecoles supérieures des Arts.

L'établissement référent organise 30 des 60 crédits de la formation.

§ 2. Les établissements d'enseignement supérieur peuvent organiser une partie des activités menant à l'obtention du master de spécialisation en enseignement en horaire décalé.

CHAPITRE II. — *De l'accès aux masters de spécialisation en enseignement*

Art. 45. § 1^{er}. Ont accès au master de spécialisation en Enseignement sections 1 et 2, les candidats disposant d'une ancienneté de service de 5 ans au moins dans une école de l'enseignement maternel, primaire ou fondamental organisée ou subventionnée par la Communauté française, pour au moins la moitié du nombre de périodes requis pour la fonction à prestations complètes.

§ 2. Ont accès au master de spécialisation en Enseignement sections 3, 4 et 5, les candidats disposant d'une ancienneté de service de 5 ans au moins dans une école de l'enseignement secondaire organisée ou subventionnée par la Communauté française pour au moins la moitié du nombre de périodes requis pour la fonction à prestations complètes.

CHAPITRE III. — *Des habilitations permettant d'organiser les masters de spécialisation en enseignement*

Art. 46. Pour autant qu'ils se conforment aux dispositions définies dans le présent décret, sont réputés habilités à organiser une formation conduisant au grade académique de master de spécialisation en Enseignement en tant qu'établissement référent les établissements d'enseignement supérieur qui bénéficient à la date d'entrée en vigueur du présent décret d'une habilitation à délivrer soit un grade académique master en sciences de l'éducation ou soit un grade académique de master en enseignement section 3 correspondant à une des composantes des familles de disciplines visées à l'article 13, soit un grade académique de master en enseignement section 4 ou un grade académique de master en enseignement section 5, correspondant à une des composantes des familles de disciplines visées à l'article 16.

TITRE IV. — *De l'encadrement des unités d'enseignement en formation initiale d'enseignants*CHAPITRE I^{er}. — *Des principes généraux.*

Art. 47. L'encadrement des unités d'enseignement en formation initiale d'enseignants est assuré par des membres du personnel aux profils variés dont les interventions pédagogiques sont coordonnées et articulées entre elles.

Par profils variés, il y a lieu d'entendre, au sens du présent article, aussi bien la variété portant sur les titres dont sont titulaires les membres du personnel que la variété de parcours académiques ou professionnels ayant conduit à devenir formateurs dans le cadre de la formation initiale d'enseignants.

Art. 48. § 1^{er}. Les membres du personnel, chargés, dans une Haute Ecole ou dans un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale, des unités d'enseignement relevant des axes 3, 4 et 6 définis à l'article 19, alinéa 1^{er}, ainsi que de l'axe 1 pour ce qui relève des aspects didactiques et visant des matières qui seront enseignées par le futur enseignant, sont titulaires d'un master de spécialisation, tel que défini à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 47^o, du décret Paysage, en formation d'enseignants.

Le master de spécialisation en formation d'enseignants doit être obtenu dans les six ans à dater de la première désignation dans une fonction pour laquelle ce master est exigé. Au-delà de cette période, le membre du personnel ne peut plus être désigné dans cette même fonction ou dans une fonction soumise aux mêmes exigences.

Dans le cas de l'extension ou du changement d'attribution d'un membre du personnel, l'exigence d'obtention du master de spécialisation en formation d'enseignants ne porte que sur les attributions décrites au 1^{er} alinéa.

§ 2. Les détenteurs du master de spécialisation en formation d'enseignants sont réputés titulaires du Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur en Hautes Ecoles et dans l'Enseignement supérieur de Promotion sociale défini par le décret du 17 juillet 2002.

Art. 49. Le titulaire d'un doctorat en sciences psychologiques et de l'éducation ou d'un doctorat dans le domaine «Enseignement» ou d'un doctorat à visée didactique dans un autre domaine d'études est dispensé du master de spécialisation en formation d'enseignants et est réputé titulaire du Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur de promotion sociale défini par le décret du 17 juillet 2002. Le Gouvernement arrête les modalités selon lesquelles l'effectivité de la visée didactique d'un doctorat relevant d'un autre domaine d'études que les sciences psychologiques et de l'éducation ou de l'enseignement est reconnue.

Art. 50. Il est créé, au sein de chaque Haute Ecole ayant un département pédagogique, un Service de recherche et développement en Enseignement coordonné par un membre du personnel chargé des matières associées à la didactique de la discipline ou de la formation à et par la pratique, titulaire d'un grade de docteur en sciences psychologiques et de l'éducation, de docteur dans le domaine «Sciences de l'éducation et Enseignement» ou de docteur à visée didactique dans un autre domaine d'études.

A titre transitoire jusqu'en septembre 2027, cette fonction pourra être occupée par un membre du personnel reconnu par le pouvoir organisateur pour sa notoriété scientifique.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, deux Hautes Ecoles ayant une catégorie pédagogique et situées dans le même pôle géographique, peuvent mutualiser leurs ressources pour créer un seul Service de recherche et développement.

Ce service a, notamment, pour missions de collaborer avec le ou les établissement(s) d'enseignement supérieur codiplômant(s) notamment en ce qui concerne le développement de la recherche en sciences psychologiques et de l'éducation et en didactique.

CHAPITRE II. — *Du master de spécialisation en formation d'enseignants*Section 1^{re}. — *Des objectifs et de l'organisation du master de spécialisation en formation d'enseignants.*

Art. 51. § 1^{er}. Il est créé un master de spécialisation, tel que défini à l'article 15, § 1^{er}, 47^o, du décret Paysage, en formation d'enseignants, comprenant 60 crédits.

§ 2. Complémentairement à la poursuite des objectifs généraux définis à l'article 3 du décret Paysage, le master de spécialisation en formation d'enseignants poursuit comme objectifs particuliers l'acquisition des compétences suivantes:

- 1° la maîtrise de la didactique de la ou des disciplines concernées ou de la didactique appliquée à ces disciplines;
- 2° la connaissance et la compréhension des lieux de formation au sein desquels on aura à exercer et de ceux au sein desquels exerceront ses futurs étudiants;
- 3° la capacité à accompagner des personnes en situation de formation professionnelle;
- 4° la maîtrise des spécificités de la pédagogie pour adultes et notamment les jeunes adultes;
- 5° la capacité à participer à la conception de dispositifs de formation pour enseignants et à mettre en œuvre ces dispositifs;

6° la capacité à observer, à analyser et à évaluer des éléments de pratique professionnelle enseignante en vue de conseiller et d'aider à réajuster ces pratiques en s'inspirant notamment de résultats de recherches scientifiques en éducation, en didactique des contenus disciplinaires à enseigner, en psychologie, en sociologie de l'éducation et en étude de genre, concernant notamment la diversité culturelle, les inégalités socio-économiques, le genre;

7° la capacité de mener, individuellement et avec ses pairs, une analyse critique et rigoureuse de ses propres pratiques et de leur impact sur les étudiants et la réussite de ces derniers, notamment en s'appuyant sur diverses disciplines des sciences humaines, afin de réguler son enseignement dans une perspective d'efficacité et d'équité. L'ensemble de ces objectifs s'inscrit dans le cadre d'une distanciation épistémologique et d'une vision systémique.

Art. 52. Le master de spécialisation en formation d'enseignants est organisé dans le cadre de la codiplômation. Cette codiplômation réunit:

1° une ou plusieurs Hautes Ecoles ou une ou plusieurs Ecoles supérieures des Arts ou une ou plusieurs Hautes Ecoles et une ou plusieurs Ecoles supérieures;

2° et une Université qui est l'établissement référent qui assure au moins 30 des 60 crédits visés à l'article 51, § 1^{er}.

Art. 53. Les établissements d'enseignement supérieur peuvent organiser une partie des activités menant à l'obtention du master de spécialisation en formation d'enseignants en horaire décalé.

Section 2. — De l'accès au master de spécialisation en formation d'enseignants.

Art. 54. Ont seuls accès au master de spécialisation en formation d'enseignants les étudiants qui sont titulaires:

1° soit d'un master en sciences de l'éducation;

2° soit d'un master de spécialisation en Enseignement tel que défini aux articles 43 et suivants, soit d'un master en enseignement section 4 tel que défini dans le présent décret;

3° soit d'un master qui correspond à un des titres requis correspondant à un des cours à conférer tel que définis à l'annexe 2 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, ledit cours faisant partie du programme de la formation initiale directe ou différée à l'enseignement telle que définie dans le présent décret. Ce master étant complété par le grade académique de master en enseignement section 5 définie aux articles 29 et suivants;

4° soit, pour les membres du personnel se destinant à prendre en charge, dans les Ecoles supérieures des Arts, l'enseignement de la didactique d'un ou plusieurs cours artistiques, une reconnaissance d'expérience utile et de notoriété selon les modalités définies à l'article 82, § 2, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants).

Section 3. — Des habilitations permettant d'organiser le master de spécialisation en formation d'enseignants.

Art. 55. Pour autant qu'ils se conforment aux dispositions définies dans le présent décret, les établissements d'enseignement supérieur qui bénéficient à la date d'entrée en vigueur du présent décret d'une habilitation à délivrer un grade académique de master en sciences de l'éducation ou qui organisent au moins un cursus de master en enseignement section 4 correspondant à une des composantes des familles de disciplines visées à l'article 16 sont réputés habilités à organiser la formation conduisant au grade académique de master de spécialisation en formation d'enseignants en tant qu'établissements référents. ».

Art. 2. L'article 56 du même décret est abrogé.

Art. 3. A l'article 58 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° il est inséré un « § 1^{er} – » devant les termes « pour les années budgétaires 2022 à 2024 »;

2° les termes « 17% » et « 83% » sont chaque fois remplacés par les termes « 50% »;

3° il est inséré l'alinéa suivant après le 3^e alinéa: « Si une convention de codiplômation est conclue avec une Ecole supérieure des Arts non référente, le partenaire de la convention reçoit un financement à concurrence de sa part dans la répartition des crédits du cursus, selon la formule visée à l'alinéa précédent. Le financement de l'ESA non référente est déduit de l'allocation visée au deuxième alinéa. »;

4° il est inséré un paragraphe 2, rédigé comme suit: « § 2. A partir de janvier 2025, par dérogation aux articles 52, 53 et 54 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), dans la moyenne des étudiants finançables pris en compte pour le calcul de la partie historique et de la partie variable de l'encadrement des Ecoles supérieures des Arts, pour le master de spécialisation en formation d'enseignants visé dans le présent article, il est pleinement tenu compte des étudiants finançables de ces masters avec coefficients correspondant aux parts des Ecoles supérieures des Arts dans l'organisation des crédits constituant ces cursus et dans les domaines d'études de participations des Ecoles supérieures des Arts. »;

5° il est inséré un paragraphe 3, rédigé comme suit: « § 3. A partir l'année budgétaire 2025, un montant est déduit de l'enveloppe pour allocations de fonctionnement des Universités et de l'enveloppe pour allocations globales des Hautes Ecoles, selon la formule suivante: financement non-pondéré d'un étudiant universitaire pour l'année budgétaire considérée x 1,45 x étudiants finançables avec coefficients correspondant aux parts des Ecoles supérieures des Arts dans la codiplômation avec les Universités et dans la codiplômation avec les Hautes Ecoles des crédits constituant le cursus du master de spécialisation en formation d'enseignants visé dans le présent article. Ces moyens sont réaffectés en faveur des Ecoles supérieures des Arts concernées pour application du présent article et leurs moyens de fonctionnement organiques. ».

Art. 4. A l'article 59 du même décret, l'alinéa 4 est remplacé par l'alinéa suivant: « Si une convention de codiplômation est conclue entre une ESA référente et une Université, le financement alloué à cette Université est calculé sur base des principes définis aux alinéas précédents mais en tenant compte du nombre d'inscriptions dans l'ESA référente. Si cette convention est conclue avec une ESA non-référente, le partenaire de la convention reçoit un financement à concurrence de sa part dans la répartition des crédits du cursus selon la formule visée au troisième alinéa. Le financement de l'ESA non référente est déduit de l'allocation visée au deuxième alinéa. ».

Art. 5. L'article 60 du même décret est remplacé par ce qui suit:

« Art. 60. § 1^{er}. Pour les années budgétaires 2031 à 2033, une allocation est annuellement accordée aux Universités, aux Hautes Ecoles et aux Ecoles supérieures des Arts qui organisent en codiplômation le master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 ou le master de spécialisation en enseignement sections 3, 4 et 5.

Le montant de cette allocation est calculé en fonction de chaque Université référente et est versé aux établissements partenaires de la convention de codiplômation à concurrence de leur part dans la répartition des crédits du cursus.

Les montants par Université référentes, alloués de 2031 à 2033, sont calculés comme suit: financement non-pondéré d'un étudiant universitaire pour l'année budgétaire considérée x 1,45 x nombre d'étudiants inscrits dans cette formation au 1^{er} décembre de l'année budgétaire considérée dans l'Université considérée.

A partir de l'année budgétaire 2034, le montant total des allocations prévues au troisième alinéa pour l'année budgétaire 2033 est intégré, après indexation, pour moitié dans l'enveloppe de financement des Hautes Ecoles, visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 précité, et pour moitié dans l'enveloppe de financement des Universités, visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée.

Les montants visés au troisième alinéa font l'objet d'une régularisation lorsque les données définitives à la base du calcul sont disponibles.

§ 2. A partir de janvier 2034, par dérogation aux articles 52, 53 et 54 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), dans la moyenne des étudiants finançables pris en compte pour le calcul de la partie historique et de la partie variable de l'encadrement des Ecoles supérieures des Arts, pour les masters de spécialisation en enseignement visés dans le présent article, il est pleinement tenu compte des étudiants finançables de ces masters avec coefficients correspondant aux parts des Ecoles supérieures des Arts dans l'organisation des crédits constituant ces cursus et dans les domaines d'études de participations des Ecoles supérieures des Arts.

§ 3. A partir l'année budgétaire 2034, un montant est déduit de l'enveloppe pour allocations de fonctionnement des Universités et de l'enveloppe pour allocations globales des Hautes Ecoles, selon la formule suivante: financement non-pondéré d'un étudiant universitaire pour l'année budgétaire considérée x 1,45 x étudiants finançables avec coefficients correspondant aux parts des Ecoles supérieures des Arts dans la codiplômation avec les Universités et dans la codiplômation avec les Hautes Ecoles des crédits constituant le cursus des masters de spécialisation en enseignement visés à l'article 43. Ces moyens sont réaffectés en faveur des Ecoles supérieures des Arts concernées pour application du présent article et leurs moyens de fonctionnement organiques. ».

Art. 6. A l'article 61 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes «master agrégé de l'enseignement section 4 » sont remplacés par les termes «master en enseignement section 5 »;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré après le 3^e alinéa: «Si une convention de codiplômation est conclue entre une ESA référente et une Université, le financement alloué à cette Université est calculé sur base des principes définis aux alinéas précédents mais en tenant compte du nombre d'inscriptions dans l'ESA référente. Si cette convention est conclue avec une ESA non-référente, le partenaire de la convention reçoit un financement à concurrence de sa part dans la répartition des crédits du cursus selon la formule visée au troisième alinéa. Le financement de l'ESA non référente est déduit de l'allocation visée au deuxième alinéa. ».

Art. 7. A l'article 77, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 3, du même décret, les termes «aux articles 48 et 51» sont à chaque fois remplacés par les termes «à l'article 48 ».

Art. 8. Dans le même décret, il est inséré un article 77bis libellé comme suit:

«Art. 77bis. Pour autant qu'ils se conforment aux dispositions définies dans le présent décret, les établissements d'enseignement supérieur qui bénéficient à la date d'entrée en vigueur du présent décret:

a. d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier instituteur préscolaire sont réputés habilités à organiser une formation conduisant au grade académique de master en enseignement section 1;

b. d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier instituteur primaire sont réputés habilités à organiser une formation conduisant au grade académique de master en enseignement section 2;

c. d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation arts plastiques sont réputés habilités à organiser une formation conduisant au grade académique de master en enseignement section 3 Formation artistique: arts plastiques et Education culturelle et artistique;

d. d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation éducation physique sont réputés habilités à organiser une formation conduisant au grade académique de master en enseignement section 3 Education physique et Education à la santé;

e. d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et français langue étrangère sont réputés habilités à organiser une formation conduisant au grade académique de master en enseignement section 3 Français et Langues anciennes;

f. d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et Education à la philosophie et citoyenneté sont réputés habilités à organiser une formation conduisant au grade académique de master en enseignement section 3 Français et Education à la philosophie et citoyenneté;

g. d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et morale sont réputés habilités à organiser une formation conduisant au grade académique de master en enseignement section 3 Français et Morale;

h. d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et religion sont réputés habilités à organiser une formation conduisant au grade académique de master en enseignement section 3 Français et Religion;

i. d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et français langue étrangère ou orientation français et morale ou orientation français et religion ou orientation français et éducation à la philosophie et citoyenneté sont réputés habilités à organiser une formation conduisant au grade académique de master en enseignement section 3 Français et Formation culturelle et artistique ou au grade académique de master en enseignement section 3 Français, Français langue étrangère et Français langue d'apprentissage;

j. d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation langues germaniques sont réputés habilités à organiser une formation conduisant au grade académique de master en enseignement section 3 Langues germaniques;

k. d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation mathématiques sont réputés habilités à organiser une formation conduisant au grade académique de master en enseignement section 3 Mathématiques et Formation numérique;

l. d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation sciences: biologie, chimie, physique sont réputés habilités à organiser une formation conduisant au grade académique de master en enseignement section 3 Sciences;

m. d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation sciences humaines: géographie, histoire, sciences sociales sont réputés habilités à organiser une formation conduisant au grade académique de master en enseignement section 3 Sciences humaines et Éducation à la philosophie et citoyenneté;

n. d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en musique ou bachelier en musique: formation musicale sont réputés habilités à organiser une formation conduisant au grade académique de master en enseignement section 3 Formation artistique: Musique et Education culturelle et artistique;

o. à la fois d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant à un grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur et d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier en informatique et systèmes, orientation robotique ou bachelier en informatique et systèmes, orientation technologie de l'informatique ou bachelier en sciences informatiques ou; bachelier en sciences de l'ingénieur industriel sont réputés habilités à organiser une formation conduisant au grade académique de master en enseignement section 3 Formation manuelle, technique et technologique et Formation numérique. ».

Art. 9. Dans le même décret, il est inséré un article 77ter libellé comme suit:

«Art. 77ter. Par dérogation à l'article 31, § 1^{er}, les Hautes Ecoles, qui à la date d'entrée en vigueur du présent décret, bénéficiaient d'une habilitation à organiser l'agrégation à l'enseignement secondaire supérieur peuvent organiser le cursus menant au grade académique de master agrégé de l'enseignement section 5 dans le respect des objectifs fixés par le présent décret et pour autant qu'elles inscrivent cette organisation dans le cadre de la codiplômation pour laquelle elles sont considérées comme établissements référents. ».

Art. 10. A l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des universités, modifié par l'article 68 du décret du 7 février 2019 organisant la formation initiale des enseignants, les modifications suivantes sont apportées:

1° au paragraphe 3quinquies, introduit par la lettre 1°, les termes «à partir de l'année budgétaire 2029, un montant en application de l'article 60, cinquième alinéa, du décret du 7 février 2029 précité. » sont remplacés par les termes «à partir de l'année budgétaire 2028, un montant en application de l'article 60, cinquième alinéa, du décret du 7 février 2019 précité. »;

2° au paragraphe 5, alinéa 1^{er}, modifié par la lettre 2°, a), les termes «2024 pour les étudiants de master de spécialisation en formation d'enseignants » sont supprimés, les termes «master agrégé de l'enseignement section 4 » sont remplacés par les termes «master en enseignement section 5 » et les termes «2029 pour les étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 1 à 3 » sont remplacés par les termes «2034 pour les étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 et pour les étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 3, 4 et 5. »;

3° au paragraphe 5, alinéa 4, introduit par la lettre 2°, b), les termes «lors de la première année d'organisation du cycle d'études. » sont remplacés par les termes «lors de la troisième année d'organisation du cycle d'études. ».

Art. 11. A l'article 17, alinéa 2, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, complété par l'article 66 du décret du 7 février 2019 organisant la formation initiale des enseignants, les modifications suivantes sont apportées:

1° au littéra 4° du premier alinéa ajouté, les termes «master agrégé de l'enseignement section 4 » sont remplacés par les termes «master en enseignement section 5 »;

2° le littéra 5°, du même alinéa est remplacé par ce qui suit:

«5° le nombre d'étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 et le nombre d'étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 3, 4 et 5 ne sont pris en compte qu'à partir des inscriptions de l'année académique 2032-2033, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charge d'enseignement du budget 2034; »;

3° au second alinéa ajouté, les termes «lors de la première année d'organisation du cycle d'études. » sont remplacés par les termes «lors de la troisième année d'organisation du cycle d'études.».

Art. 12. L'article 81 du même décret est abrogé.

Art. 13. Dans le même décret, à l'article 97, les modifications suivantes sont apportées:

1° au premier alinéa, les termes «master en enseignement sections 1, 2, 3 et 4 » sont remplacés par les termes «master en enseignement sections 1, 2 et 3 »;

2° au quatrième alinéa, les termes «master agrégé de l'enseignement section 4 » sont remplacés par les termes «master en enseignement section 5 ».

Art. 14. L'article 98 du même décret est remplacé par ce qui suit:

«Art. 98. La formation conduisant au grade de master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 et de la formation conduisant au grade de master de spécialisation en enseignement sections 3, 4 et 5 sont mises en place au plus tard à partir de l'année académique 2031-2032 sur la base d'une évaluation de la mise en œuvre du tronc commun, en vue d'en ajuster les objectifs et l'organisation tels que prévus à l'article 43. ».

Chapitre 2. — Dispositions modificatives et finales

Art. 15. Dans l'annexe 2 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignants des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, telle que modifiée, les modifications suivantes sont apportées:

1° entre la ligne «Dessin et éducation plastique » et la ligne «Diététique »:

Didactique d'une discipline	<p>a. le diplôme de master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 ou</p> <p>b. le diplôme de master de spécialisation en enseignement sections 3, 4 et 5 ou</p> <p>c. le diplôme de master en enseignement section 4 ou</p> <p>d. un diplôme de master qui correspond à un des titres requis correspondant à un des cours à conférer tel que définis dans la présente annexe, ledit cours faisant partie du programme de la formation initiale directe ou différée des enseignants tel que définie dans le décret du 7 février 2019. Ce master étant complété par le grade académique de master en l'enseignement section 5 défini à l'article 31 du même décret, le Certificat d'Aptitude Pédagogique ou le Certificat d'Aptitude Pédagogique Approprié à l'Enseignement Supérieur. Le titre repris en a, b ou c est complété par le titre de master de spécialisation en formation d'enseignants tel que défini aux articles 51 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. Une expérience de 5 ans en qualité d'enseignant dans l'enseignement obligatoire est constitutive du titre requis.</p>
-----------------------------	---

2° entre la ligne «Electromécanique, mécanique, énergie » et la ligne «Ergothérapie »:

Enseignant praticien	<p>Selon le niveau d'enseignement et les disciplines concernés, le diplôme de master en enseignement section 1, 2 ou 3 complété par le titre de master de spécialisation en formation d'enseignants tel que défini tel que défini aux articles 51 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. Une expérience de 5 ans en qualité d'enseignant dans l'enseignement obligatoire à un niveau correspondant à celui auquel se préparent les futurs enseignants qu'ils encadrent est constitutive du titre requis.</p>
----------------------	--

Art. 16. A l'article 73 du décret Paysage, tel que modifié, les modifications suivantes sont apportées:

- au § 2, introduit par le littera a) , les termes «master de spécialisation en Enseignement section 1, 2 ou 3 tel que défini aux articles 28 et suivants » sont remplacés par les termes «master de spécialisation en Enseignement sections 1 et 2 ou au grade académique de master de spécialisation en Enseignement sections 3, 4 et 5, tels que définis à l'article 43, § 4, »;

- au § 3, introduit par le littera b) , les termes «master de spécialisation en Enseignement section 1, 2 ou 3 » sont remplacés par les termes «master de spécialisation en Enseignement sections 1 et 2 ou au grade académique de master de spécialisation en Enseignement sections 3, 4 et 5, tels que définis à l'article 43, § 4 » et les termes «tel que défini aux articles 28 et suivants » sont remplacés par les termes «tel que défini à l'article 51 ».

Art. 17. A l'article 115, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, tel que modifié, les termes «un grade académique de master de spécialisation en Enseignement section 1, 2 ou 3, tel que défini aux articles 28 et suivants » sont remplacés par les termes «un grade académique de master de spécialisation en Enseignement sections 1 et 2 ou un grade académique de master de spécialisation en Enseignement sections 3, 4 et 5, tels que définis à l'article 43, § 4, » .

Art. 18. Dans l'annexe II du même décret, telle que modifiée les lignes suivantes sont supprimées:

10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Grec ancien et Latin
-------	------	---	--	--	--	--	--	--	--	---

10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Langues Modernes
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Biologie
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Chimie
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Education physique
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Français
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Géographie
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Histoire
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Mathématiques

10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Philosophie et citoyenneté
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Physique
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Sciences économiques
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Sciences sociales
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Arts plastiques, visuels et de l'espace
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Musique
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Arts de la parole et du théâtre

Art. 19. A l'article 17 du décret du 11 avril 2014 règlementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, tel que modifié, les termes «master agrégé de l'enseignement section 4 » sont chaque fois remplacés par les termes «master en enseignement section 5 ».

Art. 20. Le présent décret entre en vigueur pour l'année académique 2022-2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 2 décembre 2021.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—
Note

Session 2021-2022

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 309-1. - Rapport de commission, n° 309-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 309-3

Compte rendu intégral. - Discussion et adoption. - Séance du 1^{er} décembre 2021

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2021/43544]

2 DECEMBER 2021. — Decreet tot wijziging van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I: *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten.*

Artikel 1. In het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten worden de Titels I tot IV en de artikelen 1 tot 55 vervangen door de volgende tekst :

"TITEL I. — *Algemene bepalingen, definities, doelstellingen en sturing van de initiële opleiding*

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en definities*

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de instellingen voor hoger onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd, zoals bedoeld in de artikelen 10 tot 13 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder

1° ARES : de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs bedoeld in de artikelen 20 en volgende van het voormelde decreet van 7 november 2013;

2° Specifieke behoeften: de specifieke behoeften in de zin van artikel 1.3.1-1, 5°, van het Wetboek voor basis- en secundair onderwijs;

3° Franstalig Kwalificatiekader: een kader opgericht bij het samenwerkingsakkoord van 26 februari 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting en het beheer van een « Cadre francophone des certifications » (Franstalig kwalificatiekader) afgekort als "C.F.C." waarmee instemming werd gegeven door het decreet van 15 mei 2015 tot instemming met het samenwerkingsakkoord, gesloten op 26 februari 2015, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, betreffende de oprichting en het beheer van een "Cadre francophone des certifications (C.F.C.)" (Franstalig Kwalificatiekader), afgekort als "C.F.C.";

4° COCOFIE : de Coördinatiecommissie voor initiële leerkrachtenopleiding, van het leerplichtonderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het secundair kunstonderwijs onderwijs met beperkte leerplan, zoals bepaald in artikel 7;

5° Wetboek voor het onderwijs : het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs ingevoerd bij het decreet van 3 mei 2019 houdende de boeken 1 en 2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, en tot instelling van de gemeenschappelijke kern;

6° Competentie : de competentie in de zin van artikel 15, § 1, eerste lid, 20°, van het voormelde decreet van 7 november 2013;

7° Gezamenlijke diplomering: het partnerschap zoals bepaald in artikel 15, § 1, eerste lid, 18°, van het voormelde decreet van 7 november 2013;

8° ESAHR-decreet : het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

9° Opdrachtendecreet : het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

10° Landschapsdecreet: het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

11° Decreet Bekwaamheidsbewijzen en ambten: het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs;

12° Opvoeding tot Media : de opvoeding tot media in de zin van artikel 1, 1°, van het decreet van 5 juni 2008 houdende oprichting van de Hoge Raad voor Opvoeding tot de Media en tot ontwikkeling van bijzondere initiatieven en middelen terzake in de Franse Gemeenschap

13° Leraar beoefenaar : de leerkracht wiens functie bepaald wordt in bijlage 2 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

14° Referentie-instelling : de referentie-instelling in de zin van artikel 15, § 1, eerste lid, 33°, van het Landschapsdecreet;

15° EVRAS : Sensibiliseren voor het relationele, affectieve en seksuele leven (EVRAS) als een opvoedingsproces dat met name reflectie inhoudt met het oog op het vergroten van het vermogen van jongeren om weloverwogen keuzes te maken die de ontwikkeling van hun relationele, emotionele en seksuele leven en het respect voor zichzelf en anderen bevorderen;

16° FLE: Frans als vreemde taal;

17° Gender: een sociale constructie waarin de biologische geslachtsidentiteiten bij de geboorte en de seksuele identiteiten van individuen vorm geven aan hun socialisatie, rollen, gedragsverwachtingen en de relaties tussen individuen die daaruit voortvloeien. Binnen de opleiding omvat het begrip "gender":

- Genderopvoeding : een noodzakelijk onderdeel van de programma's op alle niveaus van het onderwijsstelsel, dat de leerlingen, mannelijke en vrouwelijke studenten in staat stelt te begrijpen hoe identiteitsconstructies en patronen van sociale rolverdeling - die onze samenlevingen vorm geven - hun leven, relaties, levenskeuzes, loopbaantrajecten, enz. beïnvloeden;

- Genderbewustzijn: onderwijs om aan te tonen hoe bestaande waarden en normen ons beeld van de werkelijkheid beïnvloeden, stereotypen in stand houden en de mechanismen van (re)productie van ongelijkheden en overheersingsverhoudingen ondersteunen;

- Genderdimensie: rekening houden met de uiteenlopende situaties, behoeften en uitdagingen van mensen, teneinde genderstereotypen vanuit een sectoroverschrijdend perspectief te ontcrachten, ongelijkheden op te heffen en te voorkomen dat zij blijven bestaan, alsmede gelijkheid en diversiteit te bevorderen in alle beleidslijnen, procedures of specifieke programma's;

18° Machtiging : de machtiging in de zin van artikel 15, § 1, eerste lid, 42°, van het Landschapsdecreet;

19° Verspreid tijdschema: het tijdschema in de zin van artikel 13, § 1, 42/2, van het Landschapsdecreet;

20° Opleidingsoperator : de instelling (hogeschool, universiteit, hogere kunstschool) die betrokken is bij de organisatie van de initiële opleiding van de leerkrachten;

21. Afdeling : het onderscheid gemaakt tussen de cursussen van de initiële opleiding van de leerkrachten in dienst, naar gelang van het onderwijsniveau waarop zij voorbereiden, of naar gelang van de vraag of de initiële opleiding rechtstreeks dan wel op een later tijdstip plaatsvindt;

22° Beroepssituatie : de toestand waarvan de planning en de duur variabel zijn en die kan overeenkomen met simulaties, casestudies, het ontwerpen, het uitvoeren en het evalueren van leerreeksen;

23° Specificiteit: de specificiteit in de zin van artikel 2, § 1, 6°, van het decreet Bekwaamheidsbewijzen en ambten

Art. 3. § 1. Dit decreet regelt de initiële opleiding van de leerkrachten.

§ 2 Onder initiële opleiding van leerkrachten wordt verstaan de studies van het lange type georganiseerd door de instellingen voor hoger onderwijs voor studenten die leraar willen worden in het gewoon of gespecialiseerd, voltijds of alternerend, kleuter-, lager- en secundair onderwijs, in het secundair onderwijs voor sociale promotie en in het secundair kunstonderwijs met beperkte leerplan.

Ze heeft geen betrekking op het getuigschrift pedagogische bekwaamheid.

§ 3. De initiële opleiding van de leerkrachten wordt op een rechtstreekse of uitgestelde manier georganiseerd. Ze bestaat uit 5 afdelingen die in titel II nader worden toegelicht.

De rechtstreekse opleiding van de leerkrachten combineert de vakopleiding en de pedagogische opleiding in één enkel cursus. Ze bestaat uit de afdelingen 1 tot 4.

De uitgestelde opleiding van de leerkrachten -afdeling 5 - is een pedagogische opleiding die plaatsvindt na een tweede cyclus van een vakopleiding.

Art. 4. Voor een goede leesbaarheid van de tekst is het gebruik van mannelijke namen voor de verschillende woorden, titels, graden en functies gemeenschluchtig, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

HOOFDSTUK II. — *De doelstellingen van de initiële opleiding van de leerkrachten.*

Art. 5. § 1. Naast de het streven van de algemene doelstellingen bepaald in artikel 3 van het Landschapsdecreet streven de instellingen voor hoger onderwijs in het kader van de initiële opleiding van de leerkrachten de ontwikkeling en de verwerving van de volgende competenties door de studenten na :

1° de competenties van de institutionele, sociale en culturele actor. Deze competenties worden vertaald in de volgende vaardigheden :

a) als sociale en culturele actor op treden binnen de school en de samenleving, ook in hun verandering, diversiteit integreren en burgerschapspraktijken ontwikkelen voor een grotere sociale samenhang;

b) inzicht hebben in de ethische vraagstukken en de ethische en regelgevingskaders van het beroep op democratische en verantwoordelijke wijze eerbiedigen;

c) de organisatorische en institutionele omgeving van het onderwijsstelsel analyseren en daarin handelen, in het bijzonder door interactie met collega's, ouders, directie en andere actoren, teneinde

I. deel te nemen aan het sturingsproces van de school en aan de verbetering van het onderwijsstelsel van de Franse Gemeenschap;

II. van de school een plaats te maken waar leerlingen in een positief klimaat leren, zich ontwikkelen en een opleiding te volgen, en niet een plaats van selectie;

d) zijn of haar administratieve situatie en de follow-up van zijn of haar persoonlijk administratief dossier controleren;

2° de competenties van de actor in een lerende organisatie in een collectieve dynamiek. Deze competenties komen tot uiting in de volgende vaardigheden :

a) zich investeren in samenwerking binnen een onderwijsteam om de professionaliteit en deskundigheid ervan te vergroten door de mobilisatie van collectieve intelligentie, met name tijdens overleg;

b) zijn/haar individuele opleidingsbehoeften vaststellen en deelnemen aan de vaststelling van de opleidingsbehoeften van het onderwijsteam;

c) bijdragen tot de verspreiding binnen het onderwijsteam van de kennis die in het kader van de voortgezette opleidingen is verworven, of van de vaardigheden die door deze opleidingen of door ervaring zijn ontwikkeld;

3° de competenties van de organisator en begeleider van het leren in een evolutieve dynamiek. Deze competenties worden vertaald in de volgende vaardigheden :

a) de inhoud van de vakken, hun epistemologische grondslagen, hun wetenschappelijke en technologische evolutie, hun didactiek en de methodologie van hun onderwijs beheersen;

b) het verwerven van kennis over leerprocessen, onderzoek naar verschillende modellen en theorieën van het onderwijs;

c) de schriftelijke en mondelinge Franse taal grondig beheersen om op passende wijze les te geven en te communiceren in de verschillende contexten en vakgebieden die met het beroep verband houden;

d) rekening houden met de taaldimensie van leren en onderwijzen en deze te ontwikkelen, met aandacht voor de taal van de school of de taal van het leren en bewust zijn van het feit dat de kennismaking met deze taal in sociaal en cultureel opzicht ongelijk is;

e) optreden als pedagoog in de klas en de schoolinrichting in een collectief perspectief, met name door:

i. het ontwerpen en uitvoeren van een onderwijs- en leermethode, die een verscheidenheid aan praktijken omvat, waardoor de motivatie en het zelfvertrouwen van de leerlingen worden vergroot en hun creativiteit, initiatief en samenwerking worden ontwikkeld;

ii. het ontwerpen, selecteren en gebruiken van lesmateriaal, leerboeken, schoolsoftware en andere onderwijsinstrumenten;

iii. de constructie en het gebruik van observatie- en evaluatiemateriaal, waarbij laatstgenoemd materiaal specifiek gericht is op begrip en formatieve beoordeling, en de verantwoordelijkheid en de deelneming van de leerling aan zijn of haar leerproces aanmoedigt;

iv. het ontwerpen en uitvoeren van gedifferentieerde onderwijspraktijken en praktijken voor gepersonaliseerde ondersteuning voor leerlingen, rekening houdend met hun eerdere verworven kennis, hun leerprofiel en, in voorkomend geval, hun specifieke behoeften, met inbegrip van de toepassing van redelijke aanpassingen en met name gebaseerd op co-teaching of co-interventie;

v. de ontwikkeling van interdisciplinaire leeractiviteiten;

f) de integratie van digitale technologieën in hun onderwijspraktijk beheersen;

g) op transversale wijze rekening houden met de opvoeding tot media, EVRAS en gender;

h) een zorgzaam relationeel kader creëren om de communicatie met leerlingen, hun familie en vrienden, alsook met collega's vergemakkelijken;

i) de klasgroep in een opvoedkundige en pedagogische situatie op stimulerende, structurerende en geruststellende wijze leiden;

4° de competenties van de reflectieve beoefenaar. Deze competenties worden vertaald in de volgende vaardigheden :

a) de resultaten van wetenschappelijk onderzoek op het gebied van onderwijs en didactiek kritisch lezen en gebruiken voor hun onderwijsactiviteiten, alsmede gebruikmaken van verschillende disciplines in de menselijke wetenschappen om beroepssituaties te analyseren en daarin te handelen;

b) individueel en met collega's een kritische en nauwgezette observatie en analyse maken van zijn/haar eigen praktijken en de gevolgen daarvan voor de leerlingen, teneinde zijn/haar onderwijs te sturen en de strategieën en voorwaarden voor de uitvoering ervan te wijzigen met het oog op efficiëntie en billijkheid;

c) geleidelijk hun beroepsidentiteit te ontwikkelen, met name door gebruik te maken van instrumenten voor persoonlijke professionele ontwikkeling, zoals het portfolio.

§ 2. Voor de in het eerste lid, 3°, a), bedoelde vaardigheid zorgen de instellingen voor hoger onderwijs er ten minste voor dat de toekomstige leerkrachten aan het einde van hun initiële opleiding het niveau van beheersing van de concepten en van de disciplinaire, didactische en pedagogische competenties hebben verworven die hen in staat stellen om hun toekomstige leerlingen, elk voor het onderwijsniveau en de vakken waarvoor zij zich voorbereiden, de competenties eigen te maken die in de referentiesystemen voor toepassing in het betrokken onderwijsniveau of de betrokken onderwijsniveaus worden genoemd. Zij ontwikkelen de vaardigheden om zich aan te passen aan een ontwikkeling van deze referentiesystemen.

In aanvulling op het eerste lid bepaalt de regering, na advies van de COCOFIE, het minimumniveau van beheersing van de competenties bepaald in paragraaf 1 dat toekomstige leerkrachten aan het einde van hun initiële opleiding moeten hebben bereikt.

Art. 6. De ontwikkeling van de competenties bedoeld in artikel 5 wordt gedurende de gehele beroepsloopbaan van de leerkracht voortgezet en bij de intrede in het beroep versterkt overeenkomstig de regelgeving inzake voortgezette beroepsontwikkeling.

HOOFDSTUK III. — *De Coördinatiecommissie voor initiële leerkrachtenopleiding voor leerplichtonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en secundair kunstonderwijs met beperkte leerplan.*

Art. 7. § 1. Er wordt een adviescommissie opgericht, de "Coördinatiecommissie voor initiële leerkrachtenopleiding van het leerplichtonderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het secundair kunstonderwijs met beperkte leerplan", hierna "COCOFIE" genoemd.

§ 2. Naast de opdracht die haar wordt toevertrouwd in artikel 5, § 2, tweede lid, brengt de COCOFIE, op verzoek van de Regering of op eigen initiatief, en ten minste om de drie jaar, een advies uit aan de Regering:

1° over de evolutie van de uitvoering van de hervorming en de gevolgen ervan in het basis- en secundair onderwijs, in het onderwijs voor sociale promotie en in het secundair kunstonderwijs met beperkte leerplan;

2° over de samenhang tussen de georganiseerde leerplannen en de referentiesystemen voor toepassing in het basis- en secundair onderwijs, de leerresultaten bepaald in artikel 5bis, 1°, van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie en de basisvaardigheden bepaald in artikel 1, 6°, van het ESAHR-decreet;

3° over de samenhang tussen de thema's die gekozen worden voor de bijscholing van personeelsleden in het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie en de gemeenschappelijke referentiesystemen die door de ARES zijn vastgesteld voor de leerplannen van de initiële opleiding van de leerkrachten;

4° over de samenhang tussen de programma's die worden aangeboden door de instellingen voor hoger onderwijs die de initiële opleiding van de leerkrachten organiseren en de doelstellingen bedoeld in artikel 5;

5° over de indicatoren voor de follow-up van de doelstellingen van artikel 5;

6° voor het eerst vóór juni 2023, over de duur en de minimale gemeenschappelijke operationele en organisatorische richtsnoeren voor de langdurige stage bedoeld in de artikelen 23, 24, § 4, 30, § 4, 36, §§ 2 en 3, en 38;

7° over de identificatie van de sterke en de zwakke punten van de uitvoering van de hervorming en, indien nodig, over de mogelijke voorstellen voor verbetering;

8° over een voorstel tot wijziging van de in artikel 5 omschreven competenties in het licht van de evolutie van de referentiesystemen van de competenties voor de toepassing in het lager en secundair onderwijs, de evolutie van de praktijken, de resultaten van het wetenschappelijk onderzoek op het gebied van de initiële opleiding van de leerkrachten;

9° over de invoering van een procedure voor kwaliteitsanalyse die specifiek is voor de initiële opleiding van de leerkrachten, in overleg met het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het hoger onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, opgericht bij artikel 2 van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs;

10° over de uitvoering van de master specialisatie in de lerarenopleiding.

§ 3. De COCOFIE bestaat uit vierentwintig leden, waaronder twee medevoorzitters aangesteld door de regering. Onder deze leden,

1° acht leden, onder wie een medevoorzitter, worden aangesteld op voorstel van de ARES,

2° zes leden, onder wie een medevoorzitter, worden aangesteld op voorstel van de Sturingscommissie Leerplichtonderwijs ingesteld bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap,

3° één lid wordt aangesteld op voorstel van de Algemene Raad voor het Onderwijs voor Sociale promotie, ingesteld bij het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie,

4° één lid wordt aangesteld op voorstel van de Algemene Raad voor het secundair kunstonderwijs met beperkte leerplan, ingesteld bij het ESAHR-decreet,

5° zes leden worden aangesteld op voorstel van de representatieve vakbondsorganisaties,

6° twee leden worden aangesteld op voorstel van de representatieve studentenverenigingen op gemeenschapsniveau.

Voor de aanstelling van de leden bedoeld in de littera 1° en 2° wordt gezorgd voor een verdeling tussen de verschillende federaties van inrichtende machten en Wallonie Bruxelles Enseignement en tussen de verschillende onderwijsniveaus en -vormen, op basis van de verhouding van de leerlingen en studenten waarvoor zij verantwoordelijk zijn.

Bij gebrek aan een voorstel van één van de instanties bedoeld in het eerste lid stelt de Regering het (de) betrokken lid (leden) van de COCOFIE aan. Het mandaat van de leden van de COCOFIE duurt vijf jaar, met uitzondering van de studentleden die voor één jaar worden aangesteld. Alle mandaten zijn hernieuwbaar.

§ 4. De COCOFIE stelt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering. De COCOFIE wordt ontvangen bij de ARES, die het secretariaat ervan waarneemt.

De COCOFIE komt ten minste tweemaal per jaar bijeen op uitnodiging van de medevoorzitters of op verzoek van ten minste twee van haar leden.

De medevoorzitters bepalen de agenda. Zij kunnen, naar gelang van het te bespreken onderwerp, op eigen initiatief of op verzoek van één van de leden van de Raad een deskundige uitnodigen.

Alleen de leden van COCOFIE zijn stemgerechtigd. De COCOFIE beslist en beraadslaagt bij consensus. In geval van onenigheid tussen de leden kunnen de minderheidsnota's met het meerderheidsstandpunt aan de Regering worden toegezonden.

Bij de behandeling van de punten bedoeld in § 2, litterae 1° tot 4°, vergadert de COCOFIE slechts geldig indien ten minste de helft van de leden bedoeld in § 3, litterae 1° en 2°, aanwezig is.

Afhankelijk van de agenda kunnen de leden van de COCOFIE vergezeld worden door een technisch adviseur.

De COCOFIE kan specifieke werkgroepen oprichten of raadplegen, met name naargelang van de betrokken disciplines of afdelingen van de FIE.

TITEL II. — *Rechtstreekse onderwijsopleiding en uitgestelde onderwijsopleiding.*

HOOFDSTUK I. — Afdelingen en academische graden van de initiële opleiding van de leerkrachten.

Art. 8. Elke inrichting identificeert de structuur die zorgt voor de activiteiten met betrekking tot het domein bedoeld in artikel 83, § 1, eerste lid, 10° bis, van het Landschapsdecreet.

Art. 9. § 1. Het doel van afdeling 1 is toekomstige leerkrachten op te leiden om les te geven vanaf het begin van de kleuterschool tot het einde van het tweede leerjaar van de lagere school en voor hun rekening te nemen:

1° in het kleuteronderwijs, de volledige opleiding van hun leerlingen, met inbegrip van de psychomotoriek;

2° in het eerste en tweede leerjaar van het lager onderwijs, de volledige opleiding van hun leerlingen, met uitzondering van de lichamelijke opvoeding, de tweede taal en de zeden- of godsdienstlessen.

De inrichtingen kunnen echter in het leerplan de mogelijkheid opnemen om een opleiding te volgen voor het onderwijzen van de cursus zedenleer of godsdienst.

§2. In afwijking van artikel 70, lid 1, van het Landschapsdecreet wordt afdeling 1 gegeven als een cursus van het lange type, georganiseerd in twee studiecyclussen van in totaal 240 studiepunten, als volgt verdeeld : 180 studiepunten voor de eerste cyclus en 60 studiepunten voor de tweede cyclus.

De studies van de eerste cyclus van 180 studiepunten worden bekrachtigd door de academische graad van Bachelor in Onderwijs afdeling 1.

De studies van de tweede cyclus van 60 studiepunten worden bekrachtigd door de academische graad van Master in Onderwijs, afdeling 1, overeenkomend met niveau 7 van het Franstalig kwalificatiekader.

Art. 10. § 1. Het doel van afdeling 2 is toekomstige leerkrachten op te leiden om les te geven vanaf de derde kleuterschool tot en met de zesde lagere school en de volledige opleiding van hun leerlingen voor hun rekening te nemen, met uitzondering van de psychomotoriek en de lichamelijke opvoeding, de tweede taal en de cursussen zedenleer of godsdienst.

De inrichtingen kunnen echter in het leerplan de mogelijkheid opnemen om een opleiding te volgen voor het onderwijzen van de cursus zedenleer of godsdienst.

§ 2. In afwijking van artikel 70, eerste lid, van het Landschapsdecreet wordt afdeling 2 gegeven als een cursus van het lange type, georganiseerd in twee studiecyclussen van in totaal 240 studiepunten, als volgt verdeeld : 180 studiepunten voor de eerste cyclus en 60 studiepunten voor de tweede cyclus.

De studies van de eerste cyclus van 180 studiepunten worden bekrachtigd door de academische graad van bachelor in Onderwijs afdeling 2.

De studies van de tweede cyclus van 60 studiepunten worden bekrachtigd door de academische graad van master in onderwijs afdeling 2, overeenkomend met niveau 7 van het Franstalig kwalificatiekader.

Art. 11. § 1. Het doel van afdeling 3 is toekomstige leerkrachten op te leiden om les te geven van het vijfde jaar lager onderwijs tot het derde jaar van het middelbaar onderwijs en voor hun rekening te nemen:

1° in het vijfde en zesde leerjaar van het lager onderwijs en in het eerste, tweede en derde leerjaar van het middelbaar onderwijs, een vakgebied of een familie van verwante vakgebieden zoals bepaald in artikel 12, uit de families van de door de inrichting aangeboden vakgebieden;

2° in het secundair kunstonderwijs met beperkte leerplan, vakgebieden die voortvloeien uit de door het ESAHR-decreet bepaalde functies.

§2. In afwijking van artikel 70, eerste lid, van het Landschapsdecreet wordt afdeling 3 gegeven als een cursus van het lange type, georganiseerd in twee studiecyclussen van in totaal 240 studiepunten, verdeeld als volgt : 180 studiepunten voor de eerste cyclus en 60 studiepunten voor de tweede cyclus.

De studies van de eerste cyclus van 180 studiepunten worden bekrachtigd door de academische graad van bachelor in Onderwijs, afdeling 3. De graad wordt bepaald door het vakgebied of de familie van vakgebieden zoals omschreven in artikel 12, waarop de opleiding de student heeft voorbereid om les te geven.

De studies van de tweede cyclus van 60 studiepunten worden bekrachtigd door de academische graad van master in Onderwijs afdeling 3 overeenkomend met niveau 7 van het Franstalig kwalificatiekader. De graad wordt bepaald door het vakgebied of de familie van vakgebieden zoals omschreven in artikel 12, waarop de opleiding de studenten heeft voorbereid om les te geven.

Art. 12. De in artikel 11 bedoelde vakgebieden of families van verwante vakgebieden zijn als volgt samengesteld:

1° Frans en Zedenleer;

2° Frans en Godsdienst;

3° Frans en Opvoeding tot filosofie en burgerschap;

4° Frans en Oude Talen;

5° Frans en culturele en artistieke opvoeding;

6° Frans, Frans als vreemde taal en Frans als leertaal;

7° twee Germaanse talen uit het Engels, het Duits en het Nederlands;

8° Wiskunde en digitale opleiding;

9° Wetenschappen;

10° Lichamelijke opvoeding en Opvoeding tot gezondheid;

11° Menswetenschappen;

12° Artistieke opleiding : muziek en culturele en artistieke opvoeding;

13° Artistieke opleiding : beeldende kunsten en culturele en artistieke opvoeding;

14° Manuele, technische en technologische opleiding en digitale opleiding.

In afwijking van artikel 11, § 1:

1° voor de vakken bedoeld in litterae 7° en 12° tot 14°, worden de studenten van master in het onderwijs afdeling 3 opgeleid om te zorgen voor leerlingen van het 3de jaar lager onderwijs tot het 3de jaar middelbaar;

2° voor de vakken bedoeld in littera 10°, worden de studenten van master in het onderwijs afdeling 3 opgeleid om te zorgen voor leerlingen vanaf de kleuterschool tot het 3de jaar middelbaar.

Ten laatste 4 jaar na de inwerkingtreding van het decreet evalueert de Regering, na advies van de COCOFIE, de mogelijkheid om de vakgebieden of families van verwante vakgebieden te wijzigen, in het bijzonder wat betreft de opvoeding tot filosofie en burgerschap.

Art. 13. § 1. Het doel van de afdeling 4 is toekomstige leerkrachten op te leiden om vanaf het vierde tot en met het zesde leerjaar van het middelbaar onderwijs één van de vakgebieden zoals bedoeld in artikel 16 te onderrichten.

§ 2. De afdeling 4 wordt georganiseerd in een cursus van de tweede cyclus van 120 studiepunten. De voorwaarden voor de toegang tot deze tweede cyclus zijn bepaald in artikel 14.

§ 3. De studies van de tweede cyclus worden bekrachtigd door de graad van master in onderwijs afdeling 4, aangevuld met het vakgebied waarvoor de opleiding de student heeft voorbereid om les te geven, overeenkomend met niveau 7 van het Franstalig Kwalificatiekader. Een tweede vakgebied, dat verband houdt met het eerste, kan worden vermeld op het diploma dat aan het einde van de studie wordt uitgereikt overeenkomstig artikel 16, derde lid.

Art. 14. § 1. Naast de andere toegangsvoorwaarden bedoeld in titel III, hoofdstuk IX, van het Landschapsdecreet, hebben de studenten die in het bezit zijn van een bachelor dat overeenstemt met de vakcomponent van de bovengenoemde masteropleiding, toegang tot de tweede cyclus van de opleiding voor de graad van master in het onderwijs, afdeling 4.

§ 2. De academische overheden kunnen ook toegang verlenen tot de studies die leiden tot de graad van master in het onderwijs, afdeling 4, aan studenten die voldoen aan de bijkomende voorwaarden die zij stellen overeenkomstig artikel 111, § 1, 3°, van het Landschapsdecreet.

Art. 15. § 1. De afdeling 5 heeft tot doel toekomstige leerkrachten op te leiden om vanaf het vierde tot en met het zesde leerjaar van het middelbaar onderwijs één van de in artikel 16 omschreven vakken te onderwijzen.

§ 2. In afwijking van artikel 70, § 1, van het Landschapsdecreet wordt de afdeling 5 georganiseerd als een cursus van de tweede cyclus van 60 studiepunten.

§ 3. De academische graad die de studies van de tweede cyclus bedoeld in § 2 bekrachtigt, is de master in het onderwijs afdeling 5, aangevuld met het vakgebied waarvoor de opleiding de leerkrachten heeft opgeleid te onderwijzen, overeenkomend met niveau 7 van het Franstalig kwalificatiekader. Een tweede vakgebied, dat verband houdt met de eerste, kan worden vermeld op het diploma dat aan het einde van de cursus wordt uitgereikt.

Art. 16. De vakgebieden voor de afdelingen 4 en 5 respectievelijk bedoeld in de artikelen 13 en 15 zijn de volgende:

- 1° Oud Grieks en Latijn;
- 2° Moderne talen (twee talen waaronder de talen onderricht in het hoger secundair onderwijs);
- 3° Biologie;
- 4° Chemie;
5. Lichamelijke opvoeding;
- 6° Frans;
- 7° Aardrijkskunde;
- 8° Geschiedenis;
- 9° Wiskunde;
- 10° Filosofie en burgerschap;
- 11° Godsdienst;
- 12° Zedenleer;
- 13° Fysica;
- 14° Economische wetenschappen;
- 15° Sociale wetenschappen;
- 16° Beeldende, visuele en ruimtekunsten;
- 17° Muziek;
- 18° Spraak- en theaterkunst;
19. Podiumkunsten en omroep- en communicatietechnieken;
- 20° Moderne taal vertalen en tolken (een taal onder de talen onderricht in het hoger secundair onderwijs);
- 21° Psychologische en pedagogische wetenschappen;
- 22° Juridische wetenschappen.

Voor de litterae 16° tot 19° kan het vakgebied worden aangevuld met een vermelding van een specialiteit of een instrument.

Met inachtneming van de in artikel 15 bedoelde toegangsvoorwaarden kan het vakgebied Frans bedoeld in 6° worden gecombineerd met hetzij Latijn, hetzij een moderne taal die in het hoger secundair onderwijs wordt onderwezen.

Art. 17. De in de artikelen 9, 10, 11, 13 en 15 bedoelde onderwijsniveaus komen overeen met de niveaus van het gewoon onderwijs met volledige leerplan. Zij verschillen naar gelang van de afdeling en de betrokken vakken in het gespecialiseerd onderwijs, overeenkomstig hoofdstuk V van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, en in het onderwijs voor sociale promotie overeenkomstig de artikelen 26 tot 32 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie.

Voor het secundair kunstonderwijs met beperkte leerplan gaat het alleen om de afdelingen 3, 4 en 5, die zich voorbereiden op het lesgeven aan alle leerlingen zonder onderscheid naar leeftijd en niveau.

Art. 18. Aan het einde van hun studie leggen de houders van een master in onderwijs van de afdelingen 1, 2, 3, 4 of 5 in het openbaar de Socrates-eed af tijdens een door de instellingen voor hoger onderwijs georganiseerde plechtigheid, waarin zij zich ertoe verbinden al hun krachten en bekwaamheden ten dienste te stellen van het onderwijs van elk van de hun toevertrouwde leerlingen.

Deze verbintenis wordt vermeld op hun diploma.

HOOFDSTUK II. — *Assen en organisatie van de rechtstreekse opleiding van de leerkrachten.*

Afdeling 1. — Specifieke kenmerken van de rechtstreekse opleiding van de leerkrachten afdeling 1, 2 of 3.

Art. 19. De onderwijseenheden die de studenten in staat stellen de in artikel 5 bedoelde competenties te verwerven, zijn, voor elk van de afdelingen 1 tot en met 3, opgenomen in de volgende zeven assen van de opleiding :

1° een disciplinaire opleiding die aspecten van de didactiek van het vakgebied omvat of op het vakgebied wordt toegepast;

2° een opleiding in en door communicatie;

3° een opleiding in en door de praktijk;

4° een didactische en pedagogische opleiding;

5° een opleiding in menswetenschappen en sociale wetenschappen;

6° een opleiding in en door onderzoek in opvoeding en didactiek;

7° een opleiding in mondelinge en schriftelijke Franse taalvaardigheid.

De eindejaarsverhandeling is gebaseerd op ten minste twee van de assen van de opleiding bepaald in het eerste lid, waaronder as 6°.

De opleidingsassen worden onder elkaar gegroepeerd. De opvoeding tot de media en EVRAS worden op transversale wijze geïntegreerd in alle opleidingsassen; met name in de assen 3 tot en met 5 wordt hiermee rekening gehouden. Bij elk van de assen wordt voortdurend aandacht besteed aan de gender.

Art. 20. § 1. De rechtstreekse opleiding tot het onderwijs voor de afdelingen 1, 2 en 3 omvat ten minste :

1° 100 studiepunten gewijd aan disciplinaire opleiding;

2° 10 studiepunten voor opleiding in en door communicatie;

3° 55 studiepunten voor opleiding in en door de praktijk, waarvan ten minste 20 studiepunten worden georganiseerd tijdens de 2de cyclus van de opleiding;

4° 20 studiepunten voor didactische en pedagogische opleiding;

5° 20 studiepunten voor opleidingen in menswetenschappen en sociale wetenschappen;

6° 15 studiepunten voor opleiding in en door onderzoek in onderwijs en didactiek;

7° 5 studiepunten gewijd aan de beheersing van de Franse taal, georganiseerd onder de eerste 60 studiepunten van de 1ste cyclus.

De overblijvende 15 studiepunten worden overgelaten aan het oordeel van de instellingen voor hoger onderwijs die de opleiding organiseren, in overeenstemming met de in artikel 5 bedoelde doelstellingen.

§ 2. Voor de afdeling 3 worden de minimum 100 studiepunten gewijd aan de disciplinaire opleiding als volgt verdeeld volgens de in artikel 12 gedefinieerde studiegebieden :

1° Frans : 70 studiepunten; Zedenleer : 30 studiepunten;

2° Frans : 70 studiepunten; Godsdienst: 30 studiepunten;

3° Frans : 70 studiepunten; Opvoeding tot Filosofie en Burgerschap : 30 studiepunten;

4° Frans : 70 studiepunten; Oude talen: 30 studiepunten;

5° Frans : 70 studiepunten; Culturele en artistieke opleiding: 30 studiepunten

6° Frans 70 studiepunten; Frans als vreemde taal en Frans als leertaal : 30 studiepunten;

7° twee Germaanse talen (Engels, Duits, Nederlands) : 50 studiepunten voor elk van beide talen;

8° Wiskunde : 70 studiepunten; Digitale opleiding : 30 studiepunten;

9° Wetenschappen : 100 studiepunten;

10° Lichamelijke opvoeding : 70 studiepunten; Gezondheidsopvoeding: 30 studiepunten;

11° Menswetenschappen : 100 studiepunten;

12° Artistieke opleiding, Muziek : 80 studiepunten; Culturele en artistieke opvoeding : 20 studiepunten;

13° Artistieke opleiding, beeldende kunsten : 80 studiepunten; Culturele en artistieke opvoeding : 20 studiepunten;

14° Manuele, technische en technologische opleiding : 70 studiepunten; Digitale opleiding: 30 studiepunten.

§ 3. In afwijking van de eerste en tweede paragrafen omvat de opleiding voor de studiegebieden bepaald in artikel 12, litterae 12° tot 13°, en meer bepaald ter voorbereiding van het secundair kunstonderwijs met beperkte leerplan, 160 studiepunten gewijd aan de disciplinaire opleiding, 5 studiepunten gewijd aan de opleiding in de beheersing van de Franse taal en 60 studiepunten te verdelen over de vijf andere assen.

De overige 15 studiepunten worden overgelaten aan het oordeel van de inrichtende machten van de instellingen voor hoger onderwijs die de opleiding organiseren, overeenkomstig de in artikel 5 bedoelde doelstellingen.

Art. 21. § 1. In aanvulling op artikel 125, § 2, van het Landschapsdecreet omvat de opleiding op het niveau voor de eerste cyclus voor de afdelingen 1, 2 en 3, onder de in artikel 20, § 1, omschreven minimumeisen, het volgende

1° ten minste 73 studiepunten gemeenschappelijk onderwijs gewijd aan de disciplinaire opleiding;

2° ten minste 5 studiepunten gemeenschappelijk onderwijs gewijd aan de opleiding in en door communicatie;

3° ten minste 10 studiepunten gemeenschappelijk onderwijs gewijd aan de opleiding in en door de praktijk;

4° ten minste 10 studiepunten gemeenschappelijk onderwijs, gewijd aan didactische en pedagogische opleiding;

5° ten minste 5 studiepunten gemeenschappelijk onderwijs gewijd aan de opleiding in de menswetenschappen en sociale wetenschappen;

6° 5 studiepunten gemeenschappelijk onderwijs gewijd aan de beheersing van de Franse taal.

§ 2. Overeenkomstig artikel 20, § 1, maken de leeractiviteiten in verband met de beheersing van de Franse taal deel uit van de eerste 60 studiepunten van de eerste cyclus van de opleiding.

De evaluatie die overeenstemt met de lessen bedoeld in paragraaf 1, 6°, wordt volgens de nadere regels bedoeld in artikel 34, § 1, georganiseerd in de vorm van een schriftelijke proef bekrachtigd door een getuigschrift die betrekking heeft op de grondige beheersing van de Franse taal als zender en als ontvanger in een beroepscontext.

Art. 22. § 1. De cursus van de rechtstreekse initiële opleiding die tot de graad van master in het onderwijs afdelingen 1, 2 en 3 leidt, wordt georganiseerd in het kader van de gezamenlijke diplomering, die twee soorten opleidingsoperatoren samenbrengt: een hogeschool, de referentie-instelling, en een of meer universiteiten.

§ 2. Elk cursus die tot de graad van master in het onderwijs, afdeling 1, 2 of 3, leidt, omvat 240 studiepunten, waarvan 180 studiepunten betrekking hebben op de door een hogeschool verstrekte opleiding en 60 studiepunten op de door een universiteit verstrekte opleiding.

De 180 studiepunten waarnaar in het vorige lid wordt verwezen, worden verdeeld in 150 studiepunten tijdens de eerste cyclus van de opleiding en 30 studiepunten tijdens de tweede cyclus.

Bij de ontwikkeling van de programma's voor rechtstreekse opleiding die tot de graad van master in het onderwijs afdelingen 1, 2 en 3, leiden, zijn de cursussen die overeenkomen met 30 studiepunten van de eerste opleidingscyclus gemeenschappelijk voor studenten van alle drie de afdelingen en omvatten zij leerresultaten die bijdragen tot de ontwikkeling van een gemeenschappelijke beroepsidentiteit voor toekomstige leerkrachten van de drie afdelingen.

§ 3. In afwijking van de paragrafen 1 en 2 worden voor de opleidingen die betrekking hebben op de vakgebieden bedoeld in artikel 12, 12° en 13° in de gezamenlijke diplomering ten minste twee types van operator samengebracht:

1° ofwel een hogeschool, referentie-instelling, en een of meer universiteiten of een of meer hogere kunstscholen;

2° hetzij een hoger kunstschool, referentie-instelling, en een of meer hogescholen of één of meer universiteiten.

Art. 23. Het jaarprogramma van de tweede opleidingscyclus die tot de graad van master in het onderwijs, afdeling 1, 2 of 3, leidt, wordt georganiseerd volgens de nadere regels die de student in staat stellen:

1. een langdurige stage te volbrengen, gelijk aan de 20 studiepunten voor de opleiding in en door de praktijk, bedoeld in artikel 20, lid 1, bij voorkeur binnen dezelfde instelling, en aldus geleidelijk en zoveel mogelijk deel te nemen aan de uitoefening van de vier competentiegebieden van het beroep van leerkracht bepaald in artikel 5;

2. onderwijseenheden die een reflectieve analyse en supervisie van de eigen praktijken mogelijk te maken;

3. een eindejaarsverhandeling uit te voeren in samenhang met een proces van actieonderzoek of onderzoek in samenwerkingsverband.

De Regering bepaalt, na advies van de COCOFIE, de duur en de operationele richtlijnen van de stage bedoeld in het eerste lid. Bij de vaststelling van deze duur en deze richtlijnen zal met name rekening worden gehouden met de criteria waaraan moet worden voldaan om te garanderen dat de opleiding voldoet aan de voorwaarden voor erkenning van de opleidingscyclus op niveau 7 van het Franstalig Kwalificatiekader en om de duurzaamheid te garanderen van het onderbrengen van de stages bij de instellingen voor leerplichtonderwijs binnen het wetgevingskader dat op hen van toepassing is.

Afdeling 2. — Specifieke kenmerken van de rechtstreekse opleiding van de leerkrachten afdeling 4.

Art. 24. § 1. De afdeling 4 omvat 120 studiepunten. Ze heeft als doel de toekomstige leerkrachten in staat te stellen competenties te verwerven met betrekking tot de didactische, pedagogische, communicatieve en sociale componenten en de ontwikkeling voort te zetten van competenties met betrekking tot de disciplinaire component waarmee zij tijdens de eerste cyclus van hun opleiding zijn begonnen.

§ 2. De onderwijseenheden die nodig zijn om deze doelstellingen te bereiken, zijn gestructureerd rond de assen bedoeld in artikel 19, eerste lid, 1° tot 6°.

Deze opleidingsassen zijn onderling verbonden. De opvoeding tot media en EVRAS worden op transversale wijze geïntegreerd in alle opleidingsassen; in het bijzonder in de assen 3 tot en met 5 wordt hiermee rekening gehouden. Bij elk van de assen wordt voortdurend aandacht besteed aan de gender.

De mondelinge en schriftelijke beheersing van de Franse taal wordt gecontroleerd in de schriftelijke en mondelinge werk van de student. Het wordt gebruikt in hun evaluatie gedurende de hele opleiding.

§ 3. De 120 studiepunten bedoeld in § 1 omvatten ten minste

1 . 20 studiepunten voor disciplinaire opleiding;

2 . 30 studiepunten voor opleiding in en door de praktijk;

3 . 20 studiepunten voor didactische en pedagogische opleiding;

4 . 15 studiepunten voor opleidingen in de menswetenschappen en in de sociale wetenschappen, met inbegrip van communicatieopleidingen;

5 . ten minste 15 studiepunten voor opleiding in en door onderzoek in onderwijs en didactiek.

De eindejaarsverhandeling is gebaseerd op ten minste twee van de in het vorige lid omschreven opleidingsassen, met inbegrip van opleiding in en door onderzoek in onderwijs en didactiek.

De overige 20 studiepunten worden overgelaten aan het oordeel van de inrichtende machten van de instellingen voor hoger onderwijs die de opleiding organiseren, in overeenstemming met de in artikel 5 vastgelegde doelstellingen.

Wat de kunstvakken betreft, omvat de opleiding, in afwijking van het eerste lid, 50 studiepunten voor de disciplinaire opleiding en 70 studiepunten te verdelen over de 4 assen bedoeld in de litterae 2° tot 5°, waarvan ten minste 25 studiepunten voor de opleiding in en door de praktijk.

§ 4. Het jaarprogramma van cyclus 2 van de opleiding die leidt tot de graad van master in het onderwijs, afdeling 4, wordt georganiseerd volgens een tijdschema dat de student in staat stelt om

1. die ten minste 10 studiepunten van het onderwijs in en door de praktijk heeft verworven, een langdurige stage te lopen, gelijk aan 15 studiepunten van de opleiding in en door de praktijk bedoeld in §3, bij voorkeur binnen dezelfde instelling, en aldus geleidelijk deel te nemen aan de uitoefening van de vier competentiegebieden van het beroep van leraar bepaald in artikel 5;

2. in aanmerking te komen voor de onderwijseenheden die een reflectieve analyse en supervisie van de eigen praktijken mogelijk maken;

3. een eindejaarsverhandeling uit te voeren in samenhang met een proces van actieonderzoek of onderzoek in samenwerkingsverband.

De Regering bepaalt, na advies van de COCOFIE, de duur en de operationele richtlijnen van de stage bedoeld in het eerste lid, 1°. Bij de vaststelling van deze duur en deze richtlijnen zal met name rekening worden gehouden met de criteria waaraan moet worden voldaan om te waarborgen dat de opleiding voldoet aan de voorwaarden voor de erkenning van de opleidingscyclus op niveau 7 van het Franstalige Kwalificatiekader en om de duurzaamheid te waarborgen van het onderbrengen van de stages bij de instellingen voor leerplichtonderwijs binnen het wetgevingsskader dat op hen van toepassing is.

Art. 25. De tweede cyclus van de rechtstreekse initiële opleiding die tot de graad van master in het onderwijs afdeling 4 leidt, wordt georganiseerd in het kader van de gezamenlijke diplomering. Deze gezamenlijke diplomering brengt ten minste twee soorten opleidingsoperatoren samen:

1° een universiteit, referentie-instelling, en een of meer hogescholen;

2° of een hogere kunstschool, referentie-instelling, en een of meer universiteiten;

3° of een hogere kunstschool, referentie-instelling, en een of meer hogescholen;

4° of een hogere kunstschool, referentie-instelling, en een of meer universiteiten en een of meer hogescholen.

In het geval bedoeld in littera 1°, verstrekt de referentie-instelling onderwijs dat overeenstemt met 80 van de 120 studiepunten bepaald in artikel 24, § 3.

In de gevallen bedoeld in de litterae 2 tot 4°, verstrekt de referentie-instelling onderwijs dat overeenstemt met 90 van de 120 studiepunten bepaald in artikel 24, § 3.

Afdeling 3. — Machtigingen voor het organiseren van rechtstreekse opleiding van de leerkrachten

Art. 26. Instellingen voor hoger onderwijs treffen in het kader van gezamenlijke diplomering de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat studenten niet met grote mobiliteitsproblemen tussen partnerinstellingen worden geconfronteerd. In de overeenkomsten voor gezamenlijke diplomering wordt uitdrukkelijk vermeld welke maatregelen zijn genomen om mobiliteitsproblemen te voorkomen of de mobiliteit te vergemakkelijken.

Art. 27. Instellingen van hoger onderwijs die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet een machtiging hebben om een academische graad toe te kennen die hen toelaat lessen te geven met betrekking tot het disciplinaire luik van de specificiteit van de functie waarop de opleiding voorbereidt, zijn bevoegd om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van master in het onderwijs van afdeling 4 voor de vakgebieden die overeenstemmen met het disciplinaire luik waarvoor zij op de datum van inwerkingtreding van dit decreet over een machtiging beschikten.

Art. 28. Enkel de instellingen die een machtiging hebben om een master in de opvoedingswetenschappen te organiseren of die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet een machtiging hebben om een academische graad van master uit te reiken die betrekking heeft op één van de onderdelen van de in artikel 12 bedoelde vakgebieden, kunnen als niet-referentie-instelling, in afdeling 1, 2 of 3 een gezamenlijke diplomering hebben.

HOOFDSTUK III. — Assen en organisatie van de uitgestelde opleiding van de leerkrachten.

Art. 29. Naast de andere toegangsvoorwaarden waarin het Landschapsdecreet voorziet, hebben de studenten die in het bezit zijn van een masterdiploma die overeenstemt met de vakcomponent van ten minste één specificiteit van de functie van leraar in het hoger secundair onderwijs of die overeenstemt met een bekwaamheidsbewijs om les te geven in het secundair kunstonderwijs met beperkte leerplan, zoals vermeld in het ESAHR-decreet, toegang tot de studies voor de graad van master in het onderwijs, afdeling 5.

De academische overheden kunnen ook toegang verlenen tot studies die leiden tot de academische graad van Master in het onderwijs sectie 5 aan studenten die voldoen aan de bijkomende voorwaarden die zij stellen. Wat de door de kandidaat verworven competenties met betrekking tot het vakgedeelte betreft, hebben deze aanvullende voorwaarden tot doel te garanderen dat de student de voor de betrokken studies voorverreikte vakken heeft verworven. Wanneer deze aanvullende voorwaarden voor toegang bestaan uit één of meer extra cursussen, mogen deze niet meer dan 30 extra studiepunten voor de student vertegenwoordigen, rekening houdend met alle studiepunten die hij/zij trouwens bij zijn/haar inschrijving zou kunnen gebruiken.

Art. 30. § 1. Om de doelstellingen bepaald in artikel 5 te bereiken, bestaat de uitgestelde lerarenopleiding uit 60 studiepunten en heeft zij tot doel toekomstige leerkrachten die de competenties behorend tot de vakcomponent van hun opleiding hebben verworven, de didactische, pedagogische, communicatieve en sociale componenten van hun opleiding te laten verwerven. Deze vakcomponent werd bekrachtigd door een graad van master.

§ 2. De onderwijseenheden die nodig zijn om deze doelstellingen te bereiken, zijn gestructureerd rond de assen bedoeld in artikel 19, eerste lid, 2° tot 5°.

Deze opleidingsassen zijn onderling verbonden. De opvoeding tot Media en EVRAS zijn op transversale wijze geïntegreerd in alle opleidingsassen; met name in de assen 3 tot en met 5 wordt hiermee rekening gehouden. Bij elk van de assen wordt voortdurend aandacht besteed aan de gender.

De mondelinge en schriftelijke beheersing van de Franse taal wordt gecontroleerd in het schriftelijke en mondelinge werk van de student. Het wordt gebruikt in hun evaluatie gedurende de hele opleiding.

§ 3. De 60 studiepunten bepaald in § 1 worden als volgt verdeeld :

1° 25 studiepunten voor opleiding in en door de praktijk, met inbegrip van de voltooiing van een geïntegreerd werk;

2° 20 studiepunten voor didactische en pedagogische opleiding;

3° 15 studiepunten voor opleidingen in menswetenschappen en sociale wetenschappen;

Onder geïntegreerd werk wordt verstaan het werk met een globaal karakter dat tot doel heeft na te gaan of de student, in de vorm van een synthese, de bekwaamheden beheerst die in de verschillende opleidingsassen aan bod komen.

§ 4. De instellingen bedoeld in artikel 31, § 1, organiseren een deel van de activiteiten die tot de academische graad van master in het onderwijs afdeling 5 leiden, volgens een tijdschema dat de student in staat stelt

1° die ten minste 5 studiepunten onderwijs van opleiding in en door praktijk heeft gevolgd, een stage van lange duur te vervullen, gelijk aan 20 van de in § 3 bedoelde studiepunten opleiding in en door praktijk, bij voorkeur binnen dezelfde instelling, en aldus geleidelijk deel te nemen aan de uitoefening van de vier in artikel 5 omschreven competentiegebieden van het beroep van leraar;

2° te genieten van onderwijseenheden die een reflectieve analyse en supervisie van de eigen praktijken mogelijk maken;

3° hun geïntegreerd werk te verrichten door alle assen van de opleiding te articuleren.

De Regering bepaalt, na advies van de COCOFIE, de duur en de operationele richtlijnen van de stage bedoeld in het eerste lid, 1°. Bij de vaststelling van deze duur en deze richtlijnen zal met name rekening worden gehouden met de criteria waaraan moet worden voldaan om te waarborgen dat de opleiding voldoet aan de voorwaarden voor erkenning van de opleidingscyclus op niveau 7 van het Franstalige Kwalificatiekader en om de duurzaamheid te waarborgen van het onderbrengen van de stages bij de instellingen voor leerplichtonderwijs binnen het wetgevingsskader dat op hen van toepassing is.

Art. 31. § 1. De studies die leiden tot de academische graad van Master in het onderwijs, afdeling 5, worden georganiseerd in het kader van de gezamenlijke diplomering. Het programma voor een gezamenlijke diplomering verenigt ten minste twee soorten opleidingsoperatoren:

1° wanneer een universiteit de referentie-instelling is, zij ontwikkelt een gezamenlijke diplomering met :

- Een of meer hogescholen;
- of een of meer hogere kunstscholen;
- of een of meer hogescholen en één of meer hogere kunstscholen;

2° wanneer een hogere kunstschool de referentie-instelling is, zij ontwikkelt een gezamenlijke diplomering :

- een of meer hogescholen;
- of een of meer hogere kunstscholen;
- of een of meer hogescholen en één of meer universiteiten.

§ 2. Het programma dat leidt tot de graad van master in het onderwijs, afdeling 5, omvat 30 studiepunten die door de referentie-instelling worden verstrekt en 30 studiepunten die door de partnerinstelling(en) worden georganiseerd.

In afwijking van het eerste lid, moet voor de opleidingen bedoeld in artikel 16, eerste lid, 16° tot 19°, georganiseerd in het hoger kunstonderwijs, in het kader van een gezamenlijke diplomering, de opleiding die leidt tot de graad van master in het onderwijs, afdeling 5, ten minste 30 studiepunten omvatten die door de hogere kunstschool, referentie-instelling, worden verstrekt en ten minste 20 studiepunten die door de niet-referentie instelling(en) worden georganiseerd.

§ 3. De in § 1 bedoelde instellingen voor hoger onderwijs kunnen een deel van de activiteiten die tot de academische graad van master in het onderwijs in afdeling 5 leiden, volgens een gespreid tijdschema organiseren.

§ 4. De instellingen voor hoger onderwijs die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet een machtiging hebben om een academische graad uit te reiken die hen toelaat cursussen te geven met betrekking tot de vakcomponent van de specificiteit van de functie waarop de opleiding voorbereidt, zijn bevoegd om opleidingen te organiseren die leiden tot de academische graad van master in het onderwijs, afdeling 5, voor de vakken die overeenstemmen met de vakcomponent waarvoor zij op de datum van inwerkingtreding van dit decreet over een machtiging beschikken.

Art. 32. De instellingen bedoeld in artikel 31, § 1, nemen in het kader van de gezamenlijke diplomering de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat studenten geen grote mobiliteitsproblemen ondervinden tussen de partnerinstellingen. In de overeenkomsten van gezamenlijke diplomering wordt uitdrukkelijk vermeld welke maatregelen zijn genomen om mobiliteitsproblemen te voorkomen of de mobiliteit te vergemakkelijken.

HOOFDSTUK IV. — *Beheersing van de Franse taal*

Art. 33. In de onderwijsprofielen bedoeld in artikel 15, § 1, eerste lid, 57°, van het Landschapsdecreet wordt, naast artikel 125, § 1, van hetzelfde decreet, rekening gehouden met de grondige beheersing van de Franse taal in een beroepscontext. Deze beheersing omvat ten minste de beheersing die bedoeld wordt met de in artikel 34 omschreven test.

Art. 34. § 1. Een voorafgaande schriftelijke proef over de grondige kennis van de Franse taal als zender en ontvanger in een beroepscontext wordt elk academiejaar georganiseerd aan het begin van de eerste vier maanden. Ze heeft betrekking op de volgende competenties :

1° een geschreven informatieve of argumentatieve tekst analyseren en samenvatten op het niveau van de expliciete en impliciete inhoud;

2° een argumentatieve geschreven tekst produceren door op de juiste wijze een schrijfproces toe te passen, met inbegrip van syntactische en spellingsregels.

Deze voorafgaande proef, die identiek en gelijktijdig is in alle instellingen die bevoegd zijn om de initiële lerarenopleiding te organiseren, wordt collegiaal georganiseerd door de instellingen overeenkomstig de opdrachten bepaald in artikel 21, 5°, van het Landschapsdecreet. De instellingen zijn verplicht deel te nemen aan de organisatie en de verbetering van de proef, onder de voorwaarden bepaald door de regering op advies van de ARES.

De regering bepaalt :

1° de data waarop de voorafgaande proef wordt georganiseerd;

2° het gedetailleerde programma van de proef;

3° de nadere regels voor de evaluatie van de proef;

4° de verdeling van de verantwoordelijkheden tussen de ARES, de instellingen voor hoger onderwijs en de examencommissie in het kader van de organisatie van de proef;

5° de wijze van aanstelling van de examencommissie die toezicht houdt op de proef;

6° de drempel voor het slagen voor de test.

De voorafgaande proef is gratis toegankelijk voor elke student die volledig voldoet aan de algemene voorwaarden bedoeld in artikel 107 van het Landschapsdecreet voor studenten betrokken bij de opleiding in onderwijs afdeling 1, 2, 3, 4 of 5.

§ 2. Voor de student betrokken bij de opleiding in onderwijs afdeling 1, 2 of 3 wordt de voorafgaande proef afgelegd aan het begin van hun eerste cyclus en is deze facultatief.

De student bedoeld in het vorige lid die geslaagd is voor de voorafgaande proef bepaald in paragraaf 1, wordt geacht de in artikel 20 bedoelde 5 studiepunten voor de kennis van de Franse taal te hebben behaald.

§ 3. In aanvulling op artikel 111, § 1, van het Landschapsdecreet wordt voor de student die de opleiding in onderwijs afdeling 4 of 5 volgt, de voorafgaande proef afgelegd aan het begin van hun 2de cyclus en is deze verplicht.

De student bedoeld in het vorige lid die niet geslaagd is voor de voorafgaande proef bepaald in paragraaf 1, is verplicht 5 bijkomende studiepunten toe te voegen met betrekking tot de beheersing van de Franse taal.

In het geval bedoeld in het tweede lid, in afwijking van artikel 24, § 1, omvat de afdeling 4 125 studiepunten en in afwijking van artikel 30, § 1 omvat de uitgestelde lerarenopleiding 65 studiepunten.

§ 4. Elke deelnemer ontvangt persoonlijk de gedetailleerde resultaten van zijn proef. In geen enkel geval mogen de resultaten van de voorafgaande proef op zodanige wijze aan het publiek worden doorgegeven of medegedeeld dat de identiteit of de hoedanigheid van de kandidaten daaruit zou kunnen worden afgeleid.

HOOFDSTUK V. — *De organisatie en de specifieke omkadering van beroepssituaties van opleiding*

Art. 35. § 1. De articulatie tussen de verschillende assen, omschreven in artikel 19 voor de afdelingen 1 tot en met 3, in artikel 24 voor afdeling 4 en in artikel 30 voor afdeling 5, berust prioritair op opleiding in en via de praktijk door het opzetten van beroepssituaties als omschreven in paragraaf 2. Het leren wordt geleidelijk opgebouwd door een wisselwerking tussen theoretische opleidingssituaties betreffende al deze assen en beroepssituaties.

Aan deze beroepssituaties wordt gewerkt in het kader van beroepsopleidingsworkshops, seminars voor de analyse van de praktijken met betrekking tot de verschillende assen, en praktijkstages in reële situaties zoals omschreven in artikel 15, § 1, eerste lid, 63°, van het Landschapsdecreet.

De beroepssituaties vinden plaats in inrichtingen voor kleuter onderwijs, lager onderwijs, basisonderwijs, secundair onderwijs, gewoon en gespecialiseerd onderwijs, onderwijs met volledig leerplan en alternerend onderwijs, secundair onderwijs voor sociale promotie of secundair kunstonderwijs.

§ 2 De volgende doelstellingen kunnen in de beroepssituaties worden ontwikkeld:

1° de toetsing van het beroepsproject;

2° de geleidelijke ontwikkeling van de beroepsidentiteit;

3° de opbouw van een houding van reflectieve beoefenaar;

4° diepgaandere studie van het vak, met inbegrip van de didactiek van het vak, alsook pedagogische differentiatie, remediëring, individuele begeleiding en co-teaching;

5° de ontwikkeling van vaardigheden in verband met de sociale rol van de leraar;

6° het progressief aanleren van autonoom werken en werken in teamverband.

Art. 36. § 1. Bij de organisatie van de stages en de verschillende beroepssituaties confronteren de instellingen voor hoger onderwijs iedere student met een verscheidenheid aan situaties, inzonderheid door rekening te houden met:

1. de onderwijsniveaus waarop zij zich voorbereiden om les te geven;

2° de schoolbevolking: de socio-economische afkomst van de student en, of ze gewoon of gespecialiseerd onderwijs volgen, onderwijs met volledig leerplan, alternerend onderwijs of onderwijs voor sociale promotie, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan;

3° de taken waaraan hij deelneemt of die hem worden toevertrouwd;

4° de verschillende facetten van het beroep, met inbegrip van de relaties met verschillende partners;

5° de duur van de stage.

§ 2. Stages kunnen de volgende vormen aannemen:

1° langdurige stages, bij voorkeur in dezelfde inrichting, van minstens vier maanden;

2° cursussen die plaatsvinden in de vorm van korte voorstellingen die in de tijd worden herhaald;

3° cursussen die alleen of in teamverband worden gegeven.

Het verloop van de stages en van de beroepssituaties wordt bepaald door de doelstellingen en de te bereiken niveaus van bekwaamheid. De duur van de stageperioden evolueert van korte perioden in het begin van de training naar steeds langere perioden. Tijdens de langdurige stage bedoeld in lid 1, 1°, wordt de stagiair vertrouwd gemaakt met alle vier competentiegebieden en vaardigheden bedoeld in artikel 5, inzonderheid die welke betrekking hebben op het leren deelnemen, binnen een onderwijsteam, aan de collectieve dynamiek van een lerende organisatie.

§ 3. Voor studenten die zijn ingeschreven voor een tweede cyclus van de cursus voor het behalen van de graad van master inzake onderwijs, afdeling 5, en die hun ambt bekleden in het hoger secundair onderwijs, kunnen de in het kader van dat ambt verrichte diensten worden gelijkgesteld met stages.

§ 4. De instellingen voor hoger onderwijs moeten de studenten voor, tijdens en na de stages begeleiden, inzonderheid door stages te integreren met praktijkwerk, seminars voor praktijkanalyse of workshops voor beroepsopleiding, en door te steunen op een systeem van formatieve evaluatie.

Art. 37. Elke stage wordt vastgelegd in een overeenkomst tussen de stagemeeester, de verwijzende docent en de student. De overeenkomst omvat minstens het volgende:

1° de identiteit van de partijen bij de overeenkomst;

2° het opschrift van de onderwijseenheid met betrekking tot de stage in het jaarprogramma van de stagiair;

3° de leerdoelen die tijdens de stage moeten worden bereikt;

4° de begin- en einddatums van de stage;

5° de duur van de wekelijkse aanwezigheid van de student op de stageplaats en het bijzonder te volgen uurrooster.

De regering stelt, na advies van de COCOFIE, de minimale regelingen voor het toezicht vast om de goede werking van de stage te garanderen vanuit het oogpunt van de stagiair, het onderwijzend en pedagogisch personeel van de stageplaats en de leerlingen aan wie de stagiair tijdens de stage wordt toegewezen.

Art. 38. Er worden samenwerkingsovereenkomsten gesloten tussen instellingen voor hoger onderwijs en inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager onderwijs, basisonderwijs of secundair onderwijs, gewoon of gespecialiseerd, onderwijs met volledig leerplan, sociaal of kunstonderwijs met beperkt leerplan om stages voor studenten te organiseren.

In het kader van deze samenwerkingsovereenkomsten bepalen de betrokken instellingen, in het bijzonder tijdens de langdurige stage bedoeld in artikel 36, § 2, 1°, een experimentatieperiode die ter beschikking wordt gesteld van de student om vernieuwende praktijken te ontwikkelen zoals differentiatie, individuele begeleiding, co-teaching en in toenemende mate autonome praktijken.

In deze overeenkomsten worden minstens de duur van de samenwerking, de procedures voor overleg tussen de verschillende partners en hun respectieve wijzen van optreden, de specifieke doelstellingen van de opleidingscursussen en de verzekering tegen wettelijke aansprakelijkheid vastgelegd. Zij kunnen ook toezeggingen inhouden voor gezamenlijke activiteiten, inzonderheid op het gebied van onderzoek en opleiding.

De samenwerkingsovereenkomsten worden ter beschikking gehouden van de commissarissen en de afgevaardigden van de regering.

Art. 39. § 1. In de hogescholen worden de in artikel 35, § 1, bedoelde beroepsopleidingsworkshops georganiseerd:

a) gedurende een derde van de tijd, door personeelsleden die belast zijn met het toezicht op de theoretische opleidingssituaties die overeenstemmen met de in artikel 19, eerste lid, 1°, omschreven as;

b) gedurende een derde van de tijd, door personeelsleden die belast zijn met het toezicht op de theoretische opleidingssituaties die overeenstemmen met de in artikel 19, eerste lid, 4°, omschreven as;

c) een derde door leraren beoefenaren.

De verschillende personen die betrokken zijn bij het toezicht op deze workshops coördineren hun acties en werken alleen of in teams van twee of drie.

§ 2 Aan de universiteiten en in het hoger kunstonderwijs worden de docenten van het secundair onderwijs met volledig leerplan of docenten van het secundair onderwijs voor sociale promotie, naast de personeelsleden die belast zijn met de begeleiding van de theoretische opleidingssituaties, betrokken bij de omkadering van de in artikel 36, paragraaf 1, bedoelde studiebijeenkomsten voor de analyse van de praktijk, in het kader van de in artikel 38 omschreven samenwerkingsovereenkomsten.

§ 3 De praktische stages in reële situaties staan onder toezicht van personeelsleden die belast zijn met de theoretische stages die overeenstemmen met de assen bepaald in artikel 19, eerste lid, 1° en 4°, van leraren beoefenaren voor de instellingen waar dat ambt is bepaald en van de stagemeeester, die evenwel geen lid is van de examencommissie zoals bepaald in de artikelen 131 en volgende van het Landschapsdecreet.

Art. 40. De in artikel 39, § 1, onder c), bedoelde leraren beoefenaren zijn minstens een vijfde van de tijd werkzaam in het leerplicht onderwijs of het onderwijs voor sociale promotie of in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan op een niveau dat verband houdt met de opleiding waartoe zij bijdragen

Art. 41. § 1. De stagemeeesters worden bij voorkeur aangewezen in het kader van de in artikel 38 omschreven samenwerkingsovereenkomsten.

§ 2 De opleiding voor het ambt van stagemeeester wordt in het kader van de in artikel 74 van het Landschapsdecreet bedoelde bepaling georganiseerd door de instellingen voor hoger onderwijs. Het bereidt toekomstige docenten voor op interactie met een student en op het observeren, analyseren en evalueren van elementen van de professionele onderwijspraktijk met het oog op het geven van advies en het helpen bij het bijstellen van die praktijk.

De in het vorige lid bedoelde opleiding wordt verstrekt in een cursus van 10 studiepunten die gebruikt kan worden voor de gespecialiseerde master inzake onderwijs bedoeld in artikel 43 en voor de gespecialiseerde master in de lerarenopleiding bedoeld in artikel 51. Zij leidt tot de afgifte van een getuigschrift van begeleiding van stages voor leraren in opleiding.

Deze opleiding is toegankelijk:

1° voor houders van een academische graad die krachtens dit decreet wordt verleend;

2° voor houders van een bachelorsdiploma kleuteronderwijs, een bachelorsdiploma lager onderwijs en een bachelorsdiploma lager secundair onderwijs uitgereikt overeenkomstig het decreet van 12 december 2000 tot bepaling van de opleiding van onderwijzers en regenten en houders van een gelijkwaardig bekwaamheidsbewijs uitgereikt overeenkomstig de vorige wetgeving;

3° voor houders van een diploma van aggregaarde voor het hoger secundair onderwijs uitgereikt overeenkomstig het decreet van 8 februari 2001 tot bepaling van de initiële opleiding van aggregaarde voor het hoger secundair onderwijs en aan houders van een gelijkwaardig bekwaamheidsbewijs uitgereikt overeenkomstig de vroegere wetgeving.

§ 3. De partnerinstellingen voor hoger onderwijs en de instellingen voor leerplichtonderwijs wijzen, elk voor zich, bij voorkeur als stagemeeesters leraren aan die in het bezit zijn van een specialisatiemasterdiploma inzake onderwijs of die kunnen aantonen dat zij minstens zes jaar ervaring op het betrokken niveau hebben, of die minimum in het bezit zijn van het bekwaamheidsbewijs dat vereist is voor het ambt dat zij uitoefenen en van het certificaat voor de stagebegeleiding van aanstaande leraren.

Art. 42. Stagemeeesters krijgen een bezoldiging voor hun deelname aan de initiële opleiding van de leerkrachten. De bedragen en de bezoldigingsvoorwaarden worden vastgesteld door de regering. De regering kan een hogere bezoldiging toekennen aan stagemeeesters die in het bezit zijn van een getuigschrift van omkadering van leraren in opleiding en die een overleg bepaald in de samenwerkingsovereenkomst in de zin van artikel 38 sluiten met de instellingen voor hoger onderwijs die de initiële opleiding van de leerkrachten organiseren.

TITEL III. — *Specialisatiemasters inzake onderwijs*HOOFDSTUK 1. — *Doelstellingen en organisatie van de masteropleiding*

Art. 43. § 1. Er worden twee specialisatiemasters, zoals bedoeld in artikel 15, § 1, 47°, van het Landschapsdecreet inzake onderwijs, georganiseerd, één voor de afdelingen 1 en 2, de tweede voor de afdelingen 3, 4 en 5.

§ 2. De opleiding die in dit kader wordt gegeven, bedraagt in totaal 60 studiepunten. Ze maakt het mogelijk de ontwikkeling van de in artikel 5 omschreven competenties voort te zetten en te verdiepen, inzonderheid tijdens de initiële opleiding van de leerkrachten:

1° de studenten in staat stellen de continuïteit van het leren beter te verzekeren, inzonderheid door hun systemische visie op dit leren te versterken;

2° het versterken van de ontwikkeling van de capaciteiten van de reflectieve leraren beoefenaren, en in het bijzonder het volgende:

a) de resultaten van wetenschappelijk onderzoek op het gebied van onderwijs en didactiek kritisch te lezen en te gebruiken voor hun onderwijsactiviteiten, alsmede gebruik te maken van verschillende disciplines in de geesteswetenschappen om beroepsituaties te analyseren en daarin te handelen;

b) individueel en collectief een kritische en nauwgezette waarneming en analyse te maken van de eigen praktijken en de gevolgen daarvan voor de studenten, teneinde het eigen onderwijs te reguleren en de strategieën en voorwaarden voor de uitvoering ervan te wijzigen in een perspectief van efficiëntie en billijkheid.

3° de transversale capaciteiten te ontwikkelen die verbonden zijn aan de uitoefening van de collectieve opdrachten bedoeld in artikel 7, 2°, van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de organisatie van het werk van de leden van het onderwijzend personeel en het toekennen van meer organisatorische flexibiliteit aan de inrichtende machten.

§ 3. De opleiding in het kader van deze specialisatiemasters inzake onderwijs omvat 15 studiepunten opleiding in en door de praktijk, 35 studiepunten opleiding in didactiek en pedagogie en 10 studiepunten opleiding in en door onderzoek in onderwijs en didactiek.

§ 4 De academische graden ter afsluiting van deze opleiding zijn:

1° Master inzake onderwijs, afdelingen 1 en 2;

2° Master inzake onderwijs in de afdelingen 3, 4 en 5.

§ 5. Naast het opleidingsdoel bedoeld in paragraaf 2, 1°, bereidt de opleiding die leidt tot het academisch diploma bedoeld in paragraaf 4, 2°, de leerkrachten met een masterdiploma in het onderwijs van afdeling 4 of een masterdiploma van afdeling 5 voor om vanaf het derde tot het zesde jaar secundair onderwijs les te geven in één van de vakken bedoeld in artikel 16.

Art. 44. § 1. De masters in het onderwijs worden georganiseerd in het kader van de gezamenlijke diplomering. Deze gezamenlijke diplomering brengt een universiteit, als referentie-instelling, en een of meer instellingen voor hoger onderwijs of een of meer instellingen voor hoger kunstonderwijs of met een of meer instellingen voor hoger onderwijs en een of meer instellingen voor hoger kunstonderwijs samen.

De referentie-instelling organiseert 30 van de 60 studiepunten van de opleiding.

§ 2. Instellingen voor hoger onderwijs kunnen een deel van de activiteiten die tot de toekenning van de specialisatiemaster inzake onderwijs leiden, op basis van een verspreid tijdschema organiseren.

HOOFDSTUK II. — *Toegang tot masteropleidingen in het onderwijs*

Art. 45. § 1. Kandidaten met een dienstanciënniteit van minstens vijf jaar in een kleuter-, lagere of basisschool georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, gedurende minstens de helft van het aantal lestijden vereist voor het ambt met volledige prestaties, hebben toegang tot de specialisatiemaster inzake onderwijs, afdelingen 1 en 2.

§ 2 Kandidaten met minstens 5 jaar anciënniteit in een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde secundaire school gedurende minstens de helft van het aantal lestijden vereist voor het ambt met volledige prestaties, hebben toegang tot de specialisatiemaster inzake onderwijs afdelingen 3, 4 en 5.

HOOFDSTUK III. — *Machtiging voor de organisatie van specialisatiemasters inzake onderwijs*

Art. 46. Op voorwaarde dat zij voldoen aan de bepalingen bedoeld in dit decreet, worden instellingen voor hoger onderwijs die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet gemachtigd zijn om hetzij een academische graad van master in de onderwijswetenschappen, hetzij een academische graad van master inzake onderwijs van afdeling 3 toe te kennen die overeenstemt met een van de onderdelen van de in artikel 13 bedoelde families van studierichtingen, hetzij een academische graad van master inzake onderwijs in afdeling 4 of een academische graad van master inzake onderwijs in afdeling 5, die overeenstemt met een van de onderdelen van de in artikel 16 bedoelde families van studierichtingen, geacht gemachtigd te zijn om als referentie-instelling een opleiding te organiseren die leidt tot een specialisatiemaster inzake onderwijs.

TITEL IV. — *Omkadring van onderwijseenheden voor de initiële opleiding van de leerkrachten*HOOFDSTUK I. — *Algemene beginselen.*

Art. 47. De omkadring van de onderwijseenheden voor de initiële opleiding van de leerkrachten wordt verzorgd door personeelsleden met gevarieerde academische of beroepsprofielen wier pedagogische optredens worden gecoördineerd en op elkaar afgestemd.

In de zin van dit artikel wordt onder een gevarieerd profiel zowel de verscheidenheid aan kwalificaties van de personeelsleden verstaan als de verscheidenheid aan academische of beroepsachtergronden die ertoe geleid hebben dat zij opleiders zijn geworden in het kader van de initiële opleiding van de leerkrachten.

Art. 48. § 1. De personeelsleden die in een hogeschool of in een instelling voor hoger onderwijs voor sociale promotie belast zijn met onderwijseenheden in de assen 3, 4 en 6 zoals omschreven in artikel 19, eerste lid, alsook in as 1 wat betreft de didactische aspecten van de door de toekomstige leraar te onderwijzen vakken, zijn in het bezit van een specialisatiemasterdiploma in de lerarenopleiding, zoals omschreven in artikel 15, § 1, eerste lid, 47°, van het Landschapsdecreet.

Het specialisatiemasterdiploma in de lerarenopleiding moet worden behaald binnen zes jaar na de eerste benoeming in een ambt waarvoor dit diploma vereist is. Na deze periode kan het personeelslid niet meer in hetzelfde ambt of in een ambt met dezelfde eisen worden aangesteld.

In geval van verlenging of wijziging van de aanstelling van een personeelslid is de eis om het specialisatiemasterdiploma in de lerarenopleiding te behalen alleen van toepassing op de in het eerste lid beschreven aanstellingen.

§ 2. Houders van het specialisatiemasterdiploma in de lerarenopleiding worden geacht houder te zijn van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid passend bij het hoger onderwijs in hogescholen en het hoger onderwijs voor sociale promotie zoals bepaald in het decreet van 17 juli 2002.

Art. 49. De houder van een doctoraat in de psychologische en onderwijswetenschappen of een doctoraat op het gebied "Onderwijs" of een doctoraat met didactische inslag in een ander studiegebied is vrijgesteld van het specialisatiemasterdiploma in de lerarenopleiding en wordt geacht houder te zijn van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid passend bij het hoger onderwijs voor sociale promotie, zoals bepaald in het decreet van 17 juli 2002. De regering bepaalt de wijze waarop de doeltreffendheid van het didactisch doel van een doctoraat op een ander gebied dan de psychologische en pedagogische wetenschappen of het onderwijs wordt erkend.

Art. 50. Binnen elke hogeschool met een onderwijsdepartement wordt een dienst voor onderwijsonderzoek en -ontwikkeling opgericht, gecoördineerd door een personeelslid dat verantwoordelijk is voor de vakken die verband houden met de didactiek van het vak of de opleiding in en door de praktijk, en dat een doctoraat heeft in de psychologische en pedagogische wetenschappen, een doctoraat op het gebied van "Opvoedings- en onderwijswetenschappen" of een doctoraat met didactische inslag in een ander studiegebied.

Bij wijze van overgangsmaatregel tot september 2027 kan dit ambt worden waargenomen door een personeelslid dat door de inrichtende macht is erkend op grond van zijn wetenschappelijke bekendheid.

In afwijking van lid 1 kunnen twee hogescholen met een pedagogische categorie die in hetzelfde geografische gebied zijn gevestigd, hun middelen bundelen om één enkele dienst voor onderzoek en ontwikkeling op te richten.

Deze dienst heeft onder meer tot taak samen te werken met de mede-diplomerende instelling(en) voor hoger onderwijs, inzonderheid, namelijk wat betreft de ontwikkeling van het onderzoek op het gebied van de psychologische en onderwijswetenschappen en van de didactiek.

HOOFDSTUK II. — *Het specialisatiemasterdiploma in de lerarenopleiding*

Afdeling 1. — Doelstellingen en organisatie van de specialisatiemasterdiplomering voor de lerarenopleiding

Art. 51. § 1. Er wordt een specialisatiemaster, bedoeld in artikel 15, § 1, 47°, van het Landschapsdecreet, in de lerarenopleiding, ten belope van 60 studiepunten, opgericht.

§ 2. Naast de algemene doelstellingen gedefinieerd in artikel 3 van het Landschapsdecreet, heeft de specialisatiemaster voor lerarenopleiding de volgende specifieke doelstellingen:

- 1° beheersing van de didactiek van het/de betrokken vak(ken) of van de didactiek toegepast op deze vakken;
- 2° kennis en begrip van de opleidingsplaatsen waar men zal praktiseren en van die waar zijn toekomstige studenten zullen praktiseren;
- 3° het vermogen om mensen in beroepsopleidingssituaties te begeleiden;
- 4° beheersing van de specifieke kenmerken van de pedagogie voor volwassenen en inzonderheid voor jonge volwassenen;
- 5° het vermogen om deel te nemen aan het ontwerpen van opleidingsprogramma's voor leraren en om deze programma's uit te voeren;
- 6° het vermogen om elementen van de professionele onderwijspraktijk te observeren, te analyseren en te evalueren teneinde advies te geven en bij te dragen tot de bijsturing ervan, inzonderheid steunend op de resultaten van het wetenschappelijk onderzoek inzake onderwijs, in de didactiek van de te onderwijzen vakken, in de psychologie, in de onderwijssociologie en in de genderstudie, inzonderheid inzake culturele diversiteit, socio-economische ongelijkheden en gender;
- 7° het vermogen om, individueel en met collega's, een kritische en rigoureuze analyse te maken van de eigen praktijken en de impact ervan op de studenten en hun succes, inzonderheid door gebruik te maken van verschillende vakken uit de humane en sociale wetenschappen, om het eigen onderwijs te reguleren vanuit het oogpunt van effectiviteit en rechtvaardigheid. Al deze doelstellingen maken deel uit van een epistemologische distantieering en een systemische visie.

Art. 52. De specialisatiemaster voor lerarenopleiding wordt georganiseerd in het kader van de gezamenlijke diplomering. Deze gezamenlijke diplomering omvat:

- 1° een of meer secundaire scholen of een of meer hogere scholen voor de kunsten of een of meer secundaire scholen en een of meer hogere scholen;
- 2° en een universiteit die de referentie-instelling is en die minstens 30 van de 60 studiepunten bedoeld in artikel 51, § 1, verstrekt.

Art. 53. Instellingen voor hoger onderwijs kunnen een deel van de activiteiten die leiden tot de toekenning van de specialisatiemaster in de lerarenopleiding volgens een verspreid tijdschema organiseren.

Afdeling 2. — Toegang tot de specialisatiemaster voor lerarenopleiding.

Art. 54. Hebben toegang tot de specialisatiemasterstudies voor de lerarenopleiding enkel de studenten die in het bezit zijn van:

- 1° ofwel een masterdiploma in de onderwijswetenschappen;
- 2° ofwel een specialisatiemasterdiploma inzake onderwijs in de zin van de artikelen 43 en volgende, ofwel een masterdiploma inzake onderwijs in afdeling 4 in de zin van dit decreet;
- 3° ofwel een masterdiploma dat overeenstemt met één van de vereiste bekwaamheidsbewijzen die overeenstemmen met één van de te verlenen opleidingen zoals bepaald in bijlage 2 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van het onderwijzend personeel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen, waarbij deze cursus deel uitmaakt van het programma van de initiële rechtstreekse of uitgestelde opleiding van de leerkrachten zoals bepaald in dit decreet. Deze meestergraad wordt aangevuld met de academische graad van meester inzake onderwijs, afdeling 5, bedoeld in de artikelen 29 en volgende;

4° ofwel, voor personeelsleden die van plan zijn om in de hogere kunstschoolen het onderwijzen van de didactiek van een of meer artistieke opleidingen op zich te nemen, een erkenning van nuttige ervaring en bekendheid overeenkomstig de nadere regels bepaald in artikel 82, § 2, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de specifieke regels voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogescholen voor de kunsten (organisatie, financiering, toezicht, statuut van het personeel, rechten en plichten van de studenten).

Afdeling 3. — Machtiging tot het organiseren van de specialisatiemaster voor de lerarenopleiding.

Art. 55. Op voorwaarde dat zij voldoen aan de bepalingen van dit decreet, worden instellingen voor hoger onderwijs die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet gemachtigd zijn om een academische graad van master in de onderwijswetenschappen uit te reiken of die minstens één masteropleiding in het onderwijs, afdeling 4, organiseren die overeenstemt met één van de onderdelen van de in artikel 16 bedoelde families van studierichtingen, geacht gemachtigd te zijn om als referentie-instellingen opleidingen te organiseren die leiden tot de academische graad van specialisatiemaster voor de lerarenopleiding. »

Art. 2. Artikel 56 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 3. In artikel 58 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een "§ 1 - " ingevoegd vóór de woorden "voor de begrotingsjaren 2022 tot en met 2024";

2° de woorden "17%" en "83%" worden telkens vervangen door de termen "50%";

3° na het derde lid wordt het volgende lid ingevoegd: "Indien een overeenkomst voor gezamenlijke diplomering wordt gesloten met een niet-refererende hogere kunstschool, ontvangt de partner in de overeenkomst een financiering ten belope van zijn aandeel in de verdeling van de studiepunten voor de opleiding, volgens de formule bedoeld in het vorige lid. De financiering van de niet-refererende hogere kunstschool wordt in mindering gebracht op de in het tweede lid bedoelde toewijzing.;"

4° er wordt een paragraaf 2 ingevoegd, die als volgt luidt: "§ 2. Vanaf januari 2025, in afwijking van de artikelen 52, 53 en 54 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de specifieke regels voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, personeel, statuut van het personeel, rechten en plichten van de studenten), wordt in het gemiddelde van de financierbare studenten dat in aanmerking wordt genomen voor de berekening van het historisch en variabel gedeelte van de omkadering van de hogere kunstschoolen voor de in dit artikel bedoelde specialisatiemaster voor de lerarenopleiding wordt ten volle rekening gehouden met de financierbare studenten van deze masters met coëfficiënten die overeenkomen met de aandelen van de hogere kunstschoolen in de organisatie van de studiepunten waaruit deze opleidingen bestaan en in de studiegebieden waaraan de hogere kunstschoolen deelnemen.;"

5° er wordt een paragraaf 3 ingevoegd, die als volgt luidt: "§ 3. Vanaf het begrotingsjaar 2025 wordt een bedrag in mindering gebracht op de enveloppe voor de werkingstoelagen van de universiteiten en op de enveloppe voor de globale toelagen van de hogescholen, volgens de volgende formule ongewogen financiering van een universiteitsstudent voor het betrokken begrotingsjaar $\times 1,45 \times$ financierbare studenten met coëfficiënten die overeenstemmen met de aandelen van de hogere kunstschoolen in de gezamenlijke diplomering met de universiteiten en in de gezamenlijke diplomering met de hogescholen van de studiepunten die de in dit artikel bedoelde specialisatiemaster voor de lerarenopleiding vormen. Deze middelen worden voor de toepassing van dit artikel en hun organieke werkingsoeismiddelen opnieuw toegewezen aan de betrokken hogere kunstschoolen. ."

Art. 4. In artikel 59 van het decreet wordt lid 4 vervangen door het volgende lid: "Indien een overeenkomst voor gezamenlijke diplomering wordt gesloten tussen een referentie-ESA en een universiteit, wordt de financiering die aan die universiteit wordt toegekend, berekend op basis van de in de vorige leden vastgestelde beginselen, maar rekening houdend met het aantal inschrijvingen in de referentie-ESA. Indien deze overeenkomst wordt gesloten met een niet-refererende ESA, ontvangt de partner bij de overeenkomst een financiering ten belope van zijn aandeel in de verdeling van de studiepunten voor de cursus volgens de formule als bedoeld in het derde lid. De financiering van de niet-refererende ESA wordt in mindering gebracht op de in het tweede lid bedoelde toewijzing."

Art. 5. Artikel 60 van het decreet wordt vervangen door de volgende tekst

"Art. 60 § 1. Voor de begrotingsjaren 2031 tot en met 2033 wordt een jaarlijkse dotatie toegekend aan de universiteiten, hogescholen en hogere kunstschoolen die de specialisatiemaster inzake onderwijs, afdelingen 1 en 2, of de specialisatiemaster inzake onderwijs, afdelingen 3, 4 en 5, als gezamenlijke diplomering organiseren.

Het bedrag van deze toelage wordt berekend volgens elke referentie-universiteit en wordt uitgekeerd aan de partnerinstellingen van de overeenkomst voor gezamenlijke diplomering ten belope van hun aandeel in de verdeling van de studiepunten van de cursus.

De bedragen per referentie-universiteit, toegekend van 2031 tot 2033, worden als volgt berekend: niet-gewogen financiering van een universiteitsstudent voor het betrokken begrotingsjaar $\times 1,45 \times$ aantal studenten dat op 1 december van het betrokken begrotingsjaar in de betrokken universiteit is ingeschreven voor deze opleiding.

Vanaf het begrotingsjaar 2034 wordt het totaalbedrag van de in het derde lid bedoelde toelagen voor het begrotingsjaar 2033, na indexering, voor de helft opgenomen in het budget voor de financiering van de hogescholen als bedoeld in artikel 10 van het voornoemde decreet van 9 september 1996, en voor de helft in het budget voor de financiering van de universiteiten als bedoeld in artikel 29 van de voornoemde wet van 27 juli 1971.

De in het derde lid bedoelde bedragen worden aangepast wanneer de definitieve gegevens waarop de berekening is gebaseerd, beschikbaar zijn.

§ 2. Vanaf januari 2034, in afwijking van de artikelen 52, 53 en 54 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de specifieke regels voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, personeel, statuut van het personeel, rechten en plichten van de studenten), in het gemiddelde van de financierbare studenten dat in aanmerking wordt genomen voor de berekening van het historisch en variabel gedeelte van de omkadering van de hogere kunstschoolen, voor de in dit artikel bedoelde specialisatiemaster wordt ten volle rekening gehouden met de financierbare studenten van deze masters met coëfficiënten die overeenkomen met de aandelen van de hogere kunstschoolen in de organisatie van de studiepunten waaruit deze opleidingen bestaan en in de vakgebieden van de deelneming van de hogere kunstschoolen.

§ 3. Vanaf het begrotingsjaar 2034 wordt een bedrag in mindering gebracht op de enveloppe voor de werkingstoelagen van de universiteiten en op de enveloppe voor de globale toelagen van de hogescholen, volgens de volgende formule: ongewogen financiering van een universiteitsstudent voor het betrokken begrotingsjaar $\times 1,45 \times$ financierbare studenten met coëfficiënten die overeenstemmen met de aandelen van de hogere kunstschoolen in de gezamenlijke diplomering met de universiteiten en in de gezamenlijke diplomering met de hogescholen van de

studiepunten van de cursussen specialisatiemaster inzake onderwijs bedoeld in artikel 43. Deze middelen worden opnieuw toegewezen aan de betrokken hogere kunstschole voor de toepassing van dit artikel en hun organieke huishoudelijke middelen.”

Art. 6. Aan artikel 61 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “master onderwijsgeaggregeerde afdeling 4” vervangen door de woorden “master inzake onderwijs afdeling 5”;

2° na het derde lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt: “Indien een overeenkomst voor gezamenlijke diplomering wordt gesloten tussen een referentie-ESA en een universiteit, wordt de financiering die aan die universiteit wordt toegekend, berekend op basis van de in de vorige leden vastgestelde beginselen, maar rekening houdend met het aantal inschrijvingen in de referentie-ESA. Indien deze overeenkomst wordt gesloten met een niet-refererende ESA, ontvangt de partner bij de overeenkomst een financiering ten belope van zijn aandeel in de verdeling van de studiepunten voor de cursus volgens de formule als bedoeld in het derde lid. De financiering van de niet-refererende ETA wordt in mindering gebracht op de in het tweede lid bedoelde toewijzing.

Art. 7. In artikel 77, § 1, eerste en derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “in de artikelen 48 en 51” telkens vervangen door de woorden “in artikel 48”.

Art. 8. In hetzelfde decreet wordt een artikel 77bis ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 77bis. Op voorwaarde dat zij aan de bepalingen van dit decreet voldoen, worden de instellingen voor hoger onderwijs die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet:

a. een machtiging tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van bachelor kleuteronderwijzer genieten, beschouwd als machtiging houdend voor het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van master inzake onderwijs, afdeling 1;

b. een machtiging tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van bachelor lager onderwijzer genieten, geacht te zijn gemachtigd tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van master inzake onderwijs, afdeling 2;

c. een machtiging tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van geaggregeerde bachelor voor het lager secundair onderwijs, richting beeldende kunsten, genieten, geacht te zijn gemachtigd tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van master inzake onderwijs, afdeling 3 Kunstopleiding: beeldende kunsten en culturele en kunstopvoeding;

d. een machtiging tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van geaggregeerde bachelor voor het lager secundair onderwijs, richting lichamelijke opvoeding, genieten, geacht te zijn gemachtigd tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van master inzake onderwijs, afdeling 3 Lichamelijke opvoeding en gezondheidsopvoeding;

e. een machtiging tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van geaggregeerde bachelor voor het lager secundair onderwijs, richting Frans en Frans als vreemde taal kunsten, genieten, geacht te zijn gemachtigd tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van master inzake onderwijs, afdeling 3, Frans en Oude Talen;

f. een machtiging tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van geaggregeerde bachelor voor het lager secundair onderwijs, richting Frans en Opvoeding inzake wijsbegeerte en burgerzin, genieten, geacht te zijn gemachtigd tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van master inzake onderwijs, afdeling 3 Opvoeding inzake wijsbegeerte en burgerzin;

g. een machtiging tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van geaggregeerde bachelor voor het lager secundair onderwijs, richting Frans en zedenleer, genieten, geacht te zijn gemachtigd tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van master inzake onderwijs, afdeling 3 Frans en Zedenleer;

h. een machtiging tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van geaggregeerde bachelor voor het lager secundair onderwijs, richting Frans en godsdienst kunsten, genieten, geacht te zijn gemachtigd tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van master inzake onderwijs, afdeling 3 Frans en Godsdienst;

i. een machtiging tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van geaggregeerde bachelor voor het lager secundair onderwijs, richting Frans en Frans als vreemde taal of Frans en zedenleer of Frans en godsdienst of Frans en opvoeding tot wijsbegeerte en burgerzin, genieten, geacht te zijn gemachtigd tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van master inzake onderwijs, afdeling 3, Frans en culturele en kunstopleiding of tot de academische graad van master in het onderwijs sectie 3 Frans, Frans als vreemde taal en Frans als leertaal;

j. een machtiging tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van geaggregeerde bachelor in het lager secundair onderwijs, richting Germaanse talen, genieten, geacht te zijn gemachtigd tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van master inzake onderwijs, afdeling 3 Germaanse talen;

k. een machtiging tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van geaggregeerde bachelor voor het lager secundair onderwijs, richting wiskunde, genieten, geacht te zijn gemachtigd tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van master inzake onderwijs, afdeling 3 Wiskunde en Digitale opleiding;

l. een machtiging tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van geaggregeerde bachelor voor het lager secundair onderwijs, richting wetenschappen: biologie, scheikunde, naryyrkunde, genieten, geacht te zijn gemachtigd tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van master inzake onderwijs, afdeling 3 Wetenschappen;

m. een machtiging tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van geaggregeerde bachelor voor het lager secundair onderwijs, richting menswetenschappen, aardrijkskunde, geschiedenis, sociale wetenschappen, genieten, geacht te zijn gemachtigd tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van master inzake onderwijs, afdeling 3 Menswetenschappen en Opvoeding tot wijsbegeerte en burgerzin;

n. een machtiging tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van geaggregeerde bachelor voor het lager secundair onderwijs in muziek, muziekvorming, genieten, geacht te zijn gemachtigd tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van master inzake onderwijs, afdeling 3: Kunstvorming: Muziek en Culturele en kunstopleiding;

o. zowel een machtiging tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van geaggregeerde bachelor voor het lager secundair onderwijs als een machtiging tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van bachelor informatica en systemen, richting robotica of bachelor informatica en systemen, richting computertechnologie of bachelor in de computerwetenschappen of bachelor in de industriële engineering genieten, geacht te zijn gemachtigd tot het organiseren van een opleiding die leidt tot de academische graad van master inzake onderwijs, afdeling 3 Handwerksopleiding, technisch en technologisch, en digitale opleiding.

Art. 9. In hetzelfde decreet wordt een artikel 77ter ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 77ter. In afwijking van artikel 31, § 1, kunnen de hogescholen die op de datum van de inwerkingtreding van dit decreet gemachtigd waren om de aggregatie van het hoger secundair onderwijs te organiseren, het programma dat leidt tot de academische graad van geaggregeerde master inzake onderwijs afdeling 5 organiseren met inachtneming van de door dit decreet bepaalde doelstellingen en op voorwaarde dat zij deze organisatie opnemen in het kader van de gezamenlijke diplomering waarvoor zij als referentie-instellingen worden beschouwd.

Art. 10. In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering en de controle op de universiteiten, gewijzigd bij artikel 68 van het decreet van 7 februari 2019 houdende de organisatie van de initiële opleiding van de leerkrachten, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3quinquies, ingeleid door littera 1°, worden de woorden "vanaf het begrotingsjaar 2029, een bedrag in toepassing van artikel 60, vijfde lid, van het voormelde decreet van 7 februari 2029" vervangen door de woorden "vanaf het begrotingsjaar 2028, een bedrag in toepassing van artikel 60, vijfde lid, van het voormelde decreet van 7 februari 2019;

2° in paragraaf 5, eerste lid, zoals gewijzigd door littera 2°, a), worden de woorden "2024 voor studenten van de specialisatiemaster in de lerarenopleiding" geschrapt; de woorden "geaggregeerde master inzake onderwijs afdeling 4" worden vervangen door "master inzake onderwijs afdeling 5" en de woorden "2029 voor studenten van de specialisatiemaster afdelingen 1 t/m 3" worden vervangen door "2034 voor studenten van de specialisatiemaster afdelingen 1 en 2 en voor studenten van de specialisatiemaster afdelingen 3, 4 en 5". "

3° in paragraaf 5, vierde lid, ingeleid door littera 2°, b), worden de woorden "tijdens het eerste jaar van de studiecycclus" vervangen door de woorden "tijdens het derde jaar van de studiecycclus".

Art. 11. In artikel 17, lid 2, van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen, aangevuld bij artikel 66 van het decreet van 7 februari 2019 betreffende de organisatie van de initiële opleiding van leerkrachten, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in littera 4° van het eerste lid worden de woorden "geaggregeerde master inzake onderwijs afdeling 4" vervangen door de woorden "master inzake afdeling 5";

2° in hetzelfde lid wordt littera 5° vervangen door de volgende tekst

"5° het aantal studenten in de specialisatiemaster inzake onderwijs, afdelingen 1 en 2, en het aantal studenten in de specialisatiemaster inzake onderwijs, afdelingen 3, 4 en 5, worden pas in aanmerking genomen vanaf de inschrijvingen van het academiejaar 2032-2033, die voor het eerst worden opgenomen in de berekening van de onderwijslasteenheden van de begroting 2034";

3° in het tweede toegevoegde lid worden de woorden "tijdens het eerste jaar van de studiecycclus" vervangen door de woorden "tijdens het derde jaar van de studiecycclus".

Art. 12. Artikel 81 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 13. In hetzelfde decreet, in artikel 97, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "het masterdiploma inzake onderwijs afdelingen 1, 2, 3 en 4" vervangen door de woorden "het masterdiploma inzake onderwijs afdelingen 1, 2 en 3";

2° in het vierde lid worden de woorden "geaggregeerde master inzake onderwijs afdeling 4" vervangen door de woorden "master inzake onderwijs afdeling 5".

Art. 14. Artikel 98 van het decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

"Art. 98. De opleiding die leidt tot de graad van specialisatiemaster inzake onderwijs, afdelingen 1 en 2, en de opleiding die leidt tot de graad van specialisatiemaster inzake onderwijs, afdelingen 3, 4 en 5, worden ten laatste vanaf het academiejaar 2031-2032 ingevoerd op basis van een evaluatie van de uitvoering van de gemeenschappelijke kern, met het oog op de aanpassing van de doelstellingen en de organisatie ervan zoals bepaald in artikel 43."

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigings- en slotbepalingen*

Art. 15. In bijlage 2 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en de kwalificaties van het onderwijzend personeel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° tussen de regel «Dessin et éducation plastique » en de regel «Diététique »:

Didactique d'une discipline	a. le diplôme de master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 ou b. le diplôme de master de spécialisation en enseignement sections 3, 4 et 5 ou c. le diplôme de master en enseignement section 4 oud.un diplôme de master qui correspond à un des titres requis correspondant à un des cours à conférer tel que définis dans la présente annexe, ledit cours faisant partie du programme de la formation initiale directe ou différée des enseignants tel que définie dans le décret du 7 février 2019. Ce master étant complété par le grade académique de master en l'enseignement section 5 défini à l'article 31 du même décret, le Certificat d'Aptitude Pédagogique ou le Certificat d'Aptitude Pédagogique Approprié à l'Enseignement Supérieur.Le titre repris en a, b ou c est complété par le titre de master de spécialisation en formation d'enseignants tel que défini aux articles 51 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. Une expérience de 5 ans en qualité d'enseignant dans l'enseignement obligatoire est constitutive du titre requis.
-----------------------------	--

2° tussen de regel «Electromécanique, mécanique, énergie » et la ligne «Ergothérapie »:

Enseignant praticien	Selon le niveau d'enseignement et les disciplines concernés, le diplôme de master en enseignement section 1, 2 ou 3 complété par le titre de master de spécialisation en formation d'enseignants tel que défini tel que défini aux articles 51 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. Une expérience de 5 ans en qualité d'enseignant dans l'enseignement obligatoire à un niveau correspondant à celui auquel se préparent les futurs enseignants qu'ils encadrent est constitutive du titre requis.
----------------------	---

Art. 16. In artikel 73 van het Landschapsdecreet, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- in § 2, ingeleid door littera a), worden de woorden "Specialisatiemaster inzake onderwijs afdelingen 1, 2 or 3 zoals bepaald in de artikelen 28 et seq." vervangen door de woorden "specialisatiemaster inzake onderwijs afdelingen 1 en 2 or tot de academische graad van specialisatiemaster inzake onderwijs afdelingen 3, 4 en 5, zoals bepaald in artikel 43, § 4,";

- in § 3, ingeleid door littera b) , worden de woorden "specialisatiemaster inzake onderwijs afdelingen 1, 2 of 3" vervangen door de woorden "specialisatiemaster inzake onderwijs afdelingen 1 en 2, of de academische graad van specialisatiemaster inzake onderwijs afdelingen 3, 4 en 5, zoals omschreven in artikel 43, § 4" en worden de woorden "zoals bepaald in de artikelen 28 en volgende" vervangen door de woorden "zoals bepaald in artikel 51".

Art. 17. In artikel 115, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd, worden de woorden "een academische graad van specialisatiemaster inzake onderwijs afdelingen 1, 2 of 3, zoals omschreven in de artikelen 28 en volgende" vervangen door de woorden "een academische graad van specialisatiemaster inzake onderwijs afdelingen 1 en 2 of een academische graad van specialisatiemaster inzake onderwijs afdelingen 3, 4 en 5, zoals omschreven in artikel 43, § 4".

Art. 18. In bijlage II van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd, worden de volgende regels geschrapt:

10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Grec ancien et Latin
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Langues Modernes

10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Biologie
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Chimie
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Education physique
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Français
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Géographie
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Histoire
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Mathématiques
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Philosophie et citoyenneté

10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Physique
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Sciences économiques
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Sciences sociales
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Arts plastiques, visuels et de l'espace
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Musique
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4: Arts de la parole et du théâtre

Art. 19. In artikel 17 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd basis- en secundair onderwijs, zoals gewijzigd, worden de woorden "geaggregeerde master inzake onderwijs afdeling 4" telkens vervangen door de woorden "master inzake onderwijs5".

Art. 20. Dit decreet treedt in werking voor het academiejaar 2022-2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 2 december 2021.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 309-1. – Commissieverslag, nr. 309-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr.309-3

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 1 december 2021

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/43548]

9 DECEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mars 2019 portant agrément de la Province de Namur pour l'organisation du service « La Maison de l'Adolescent – Namur » sis rue de l'armée Grouchy, 20B à 5000 Namur en tant que service qui met en œuvre un projet pédagogique particulier

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, modifié par les décrets du 23 décembre 2013, du 30 avril 2015, du 14 décembre 2016, du 20 décembre 2017 et du 12 décembre 2018 et du 28 mars 2019;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse modifié par les décrets du 29 novembre 2018, du 14 mars 2019 et du 25 avril 2019, l'article 139;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services qui mettent en œuvre un projet pédagogique particulier, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 24 mars 2003 et 17 juin 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juillet 2017;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mars 2019 portant agrément de la Province de Namur pour l'organisation du service « La Maison de l'Adolescent – Namur » sis rue de l'armée Grouchy, 20B à 5000 Namur en tant que service qui met en œuvre un projet pédagogique particulier;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 19 novembre 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 décembre 2021;

Considérant que le service mettant en œuvre un projet pédagogique particulier « La Maison de l'Adolescent - Namur » est agréé de plein droit en tant que service Maison de l'Adolescent en vertu de l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 2019 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services Maisons de l'Adolescent;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mars 2019 portant agrément de la Province de Namur pour l'organisation du service « La Maison de l'Adolescent – Namur » sis rue de l'armée Grouchy, 20B à 5000 Namur en tant que service qui met en œuvre un projet pédagogique particulier est abrogé.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 2019.

Bruxelles, le 9 décembre 2021.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY